

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

# **Autopsie d'un géant démembré**

Mémoire de géopolitique

du Lieutenant-colonel Alain FERRAN

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique de l'Afrique"

Directeur : Monsieur CHAIGNEAU Pascal  
Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques

Avril 2001

# REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

## Autopsie d'un géant démembré

### SOMMAIRE

Sommaire

Glossaire

### Introduction

#### Première partie

La guerre en République Démocratique du Congo

Un conflit enchevêtré.

#### Seconde partie

Les raisons historiques, les acteurs du conflit et leurs  
vues stratégiques

### Conclusion

Annexes

## Glossaire

ADF	Allied Democratic Forces
AFDL	Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre
ANC	African National Congress
FAC	Forces Armées Congolaises
FAR	Forces Armées Rwandaises
FAZ	Forces Armées Zaïroises
FLNC	Front de Libération Nationale du Congo
FONUS	Forces Novatrices de l'Union Sacrée
FPR	Front Patriotique Rwandais
LRA	Lord's Resistance Army
MLC	Mouvement de Libération Congolais
MNC	Mouvement National Congolais
MPLA	Mouvement Populaire de Libération de l'Angola
MPR	Mouvement Populaire pour la Libération
NALU	National Army for the Liberation of Uganda
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
PALIR	Peuple en Arme pour la Libération du Rwanda
PDSC	Parti Démocrate Social Chrétien
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDC	République Démocratique du Congo
SADC	South African Development Community
SWAPO	South West African People's Organisation
UNITA	Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola
UPDC	Union pour la Démocratie et le Progrès Social
WNBF	West Nile Bank Front
ZDF	Zimbabwe Defence Forces

## Introduction

Le grand Kivu, zone frontalière de l'Ouganda, du Rwanda, et du Burundi, se trouve au cœur des tragédies de la région des grands lacs. Rivalités ethniques exacerbées par les pouvoirs, conflits fonciers, exodes massifs des réfugiés rwandais en 1994, présence de milices tribales, des miliciens hutus, auteurs du génocide rwandais, et de rebelles burundais et ougandais.

Voilà un décor tragique planté pour expliquer les accrochages armés qui éclatent dans cette région en septembre 1996. Huit mois plus tard, le 17 mai 1997, la rébellion de Laurent Désiré Kabila, aidée par les régimes rwandais et ougandais, eux-mêmes soutenus par les Etats-Unis, prend Kinshasa mettant fin à un règne de 32 ans du maréchal Mobutu. La première partie de ce conflit est jouée.

Mais Kabila déçoit ceux qui l'ont poussé au pouvoir en essayant de se libérer de leur tutelle. Le 2 août 1998, une tentative de coup d'état échoue à Kinshasa. Le putsch manqué se transforme en rébellion contre le régime de Kabila, menée à partir du Kivu par des éléments des Forces Armées Congolaises (FAC), des soldats rwandais et des combattants banyamulenge (Congolais tutsis d'origine rwandaise). En quelques semaines, cette rébellion dégénère en véritable conflit africain, avec deux coalitions : d'un côté les forces gouvernementales, appuyées par l'Angola, le Zimbabwe, la Namibie et le Tchad ; de l'autre, des factions rebelles rivales soutenues principalement par le Rwanda et l'Ouganda.

Cette étude va mettre en évidence les caractéristiques de ce conflit qui est à la fois un conflit d'annexion territoriale, un conflit ethnique, un conflit politique, un conflit inter étatique et finalement un conflit économique. Mais à mon sens, un facteur prépondérant est le fil conducteur des évolutions de ce conflit : le facteur économique.

En effet, la République Démocratique du Congo est un pays très riche en matière première que d'aucuns ont appelé un « scandale géologique ». Qu'ils soient avec ou contre le

gouvernement de Kinshasa, tous les intervenants ont grand intérêt à continuer de piller toutes les richesses. Mettant en avant tantôt un besoin sécuritaire, tantôt une alliance de longue date, utilisant sans vergogne l'ethnisme comme un instrument stratégique, ils ont déjà annexé chacun une région de la RDC qu'ils pillent et dirigent à leurs mains.

Face à une communauté internationale mortifiée par son sentiment de culpabilité après le génocide rwandais, personne n'a intérêt à mettre un terme à ce conflit. L'assassinat de Laurent Désiré Kabila et son remplacement par son fils Joseph ne me semble pas devoir changer cette donne, malgré les quelques effets d'annonce entendus çà et là de la part de pays désirant rassurer la communauté internationale.

Sans vouloir être trop pessimiste, je pense que ce grand pays est en voie d'explosion et qu'une recomposition des frontières est à envisager.

Cette «autopsie d'un géant démembré » va tenter d'étayer cette thèse.

## Premier Partie      La guerre en République Démocratique du Congo : Un conflit enchevêtré.

Le conflit en République Démocratique du Congo peut se décomposer en deux conflits successifs avec des retournements d'alliance. Mais, le récent assassinat de Laurent Désiré KABILA pourrait bien en modifier une fois encore la lecture.

Pour comprendre ce conflit enchevêtré, il est intéressant d'analyser les multiples formes qu'il revêt.

En effet, il se caractérise par une annexion territoriale guidée par des considérations politiques et stratégiques de sécurité et de leadership régional, mais surtout des ambitions économiques. Pour ma part, je pense que c'est dans ce volet économique qu'il faut rechercher le catalyseur le plus efficace de ce conflit. Il explique aussi le peu d'empressement des divers protagonistes intéressés à trouver une solution de paix<sup>1</sup>.

Ce conflit est aussi un conflit à connotation ethnique, mais l'ethnisme est devenu un véritable instrument au service des différents acteurs qui est utilisé de plusieurs manière en fonction des objectifs recherchés par chacun.

Enfin, on peut lire dans la typologie multiforme de ce conflit une guerre inter étatique que d'aucuns analysent comme la première guerre mondiale du continent africain qui réunit les troupes d'au moins sept nations, en plus de trois factions rebelles et d'un nombre incalculable de milices.

Après ce rapide tour d'horizon de la typologie particulière de ce conflit, nous allons nous attacher à en expliciter plus précisément chacun de ces points.

### I)      Une annexion territoriale

Force est de constater qu'une partition territoriale existe bel et bien dans ce grand pays. Plusieurs raisons expliquent cet état de fait. La plus importante est, bien entendu, l'aspect économique qui est développé dans le paragraphe suivant. Mais il en existe d'autres,

---

<sup>1</sup> Courrier international n°470 du 4 au 9 novembre 1999 – Une partition qui arrange tout le monde – page 32

comme par exemple celles liées à un besoin sécuritaire qui servent alors de justificatifs à l'occupation, ou comme le besoin d'affirmer un leadership régional.

– *Une partition de fait*

Ainsi la RDC est, sinon officiellement, du moins dans les faits, morcelée en quatre entités aux mains du RCD-GOMA (mouvement sous la coupe du Rwanda), à l'Est et au Sud, du RCD-ML (sous la coupe de l'Ouganda), au Nord-Est, du MLC, (créé par Jean Pierre BEMBA, un allié du Rwanda d'abord, puis de l'Ouganda) qui est implanté dans le Nord de la RDC dans la région de l'Equateur et enfin d'une quatrième partie sous la coupe des autorités de Kinshasa. Et encore, il faut garder à l'esprit que dans cette dernière partie, l'Angola et le Zimbabwe, alliés du régime de Kinshasa sont, eux aussi, dans une logique de quasi-annexion.

– *Des revendications expansionnistes clairement évoquées*

Parmi tous les acteurs, certains ne cachent pas leurs ambitions territoriales. Le RWANDA par exemple, est un petit pays qui est 80 fois plus petit que son voisin la RDC. Et son président a toujours réclamé une conférence dite de BERLIN II en vue de revoir les frontières en Afrique tracées par les colonies européennes dont il estime son pays lésé. Et ceci, bien que son pays fasse partie des pays « anciens » dont la colonisation n'a pas été un point de départ artificiel. En effet, à force d'étudier leur histoire séculaire, d'analyser le rôle néfaste de la colonisation, les Rwandais se sont convaincus du caractère artificiel des frontières imposées lors de la conférence de BERLIN. Ainsi, Denis POLISI, membre du comité central du FPR, déclarait : « Les colonisateurs ont délibérément réduit la taille des Etats africains qui existaient déjà, comme le Rwanda et le Burundi, et agrandi artificiellement des entités qui n'existaient pas auparavant, comme la Tanzanie et surtout le Congo ».

De plus, une thèse est souvent défendue en Amérique du Nord, selon laquelle la RDC serait ingouvernable car trop vaste et trop diverse, et qu'elle devrait, ou pourrait, implorer pour permettre soit une très lâche fédération de provinces, soit une constellation de micro-Etats. Ces derniers entretiendraient des relations privilégiées moins avec un pouvoir central très affaibli qu'avec les pays limitrophes. Ces derniers établiraient ainsi une sorte de

protectorat sur leur voisin congolais et exerceraient un droit de regard sur certaines de ses provinces. De tels projets, évoqués sans retenue dans la presse américaine ainsi que dans les milieux dirigeants à Kigali et Kampala se heurtent bien entendu aux autorités de Kinshasa.

## II) Un conflit guidé par des considérations économiques<sup>1</sup>

### – « Un scandale géologique »

Sur le papier la République Démocratique du Congo est « un scandale géologique »<sup>2</sup> : ce pays dispose en effet de diamants, cuivre, cobalt, uranium, or, étain, plomb et même de pétrole off-shore, au large de sa petite ouverture sur l'Atlantique.

### – Les intervenants « se payent sur la bête »

Ces richesses sont, bien entendu, convoitées par de nombreux intervenants dans ce conflit et il apparaît ainsi que ces convoitises sont un des moteurs principaux du conflit. De même, cela explique pourquoi personne n'est pressé de vouloir en finir avec ce conflit aux aspects multiples et développements à long terme. Ainsi, sans aucune déclaration officielle, sans aucune proclamation unilatérale, la RDC s'est installée dans une partition qui pourrait donner sans trop de difficultés l'impression d'arranger tout le monde, Kampala et ses alliés, Kigali et ses alliés, Kinshasa et ses alliés.

Chaque belligérant tient un morceau de terre très riche, qu'il exploite.

Dans le Nord Kivu et le Sud Kivu, et au Maniema, Kigali fait main basse sur l'or, la cassitérite, le wolfram, la tantalite, le quinquina, le thé, la patate douce et l'oignon. L'exploitation de ces richesses représente deux fois le budget annuel du Rwanda.

Dans la zone qu'il occupe dans le Haut-Zaïre, Kampala dispose à sa guise des gisements des mines d'or de Kilo Moto, de toute la faune de l'Ituri, du diamant, du café, des bovins, etc...Et cela rapporte trois fois plus que le revenu annuel de l'Ouganda.

Dans la province de l'Equateur, les rebelles ont fait main basse sur les bois exotiques prisés par le monde occidental, le caoutchouc, l'huile de palme et le café. L'exploitation

<sup>1</sup> Le monde diplomatique – La RDC dépecée par ses voisins – Colette Braeckman – Oct 99

<sup>2</sup> Le Figaro du 17 janvier 2001 – Gâchis économique – de Gérard Nicaud (expression reprise)

anarchique de cette partie du pays fait gagner aux prédateurs des milliards de dollars pour soutenir leur effort de guerre.

Selon les estimations d'une ONG congolaise, l'Observatoire gouvernance-transparence, Kigali et Kampala capteraient aujourd'hui entre 70 et 75 % des ressources naturelles de la RDC<sup>1</sup>.

Kinshasa, pour sa part, s'acharne sur la planche à billet et sur la région de la Miba où les gisements de diamant sont loin d'être épuisés et profite aussi du cobalt, du zinc, de l'aluminium, de la bauxite, du cuivre et du manganèse. Le président Laurent Désiré KABILA, s'est servi directement des richesses minérales dont regorge le sous-sol de la RDC pour payer les tuteurs angolais, zimbabwéens et namibiens de son régime dans la guerre et pour l'achat d'armements

Ainsi, les alliés du régime de Kinshasa sous le fallacieux prétexte d'effort de guerre participent au pillage de la RDC. L'Angola, à cause de la présence de ses troupes aux côtés de Kabila, puise et s'occupe directement du pétrole congolais dans le Bas Congo. La Namibie et le Zimbabwe quant à eux raflent cuivre, cobalt, zinc, etc... dans le Katanga.

La guerre en RDC constitue pour tous ces protagonistes un moyen plus qu'intéressant de faire des profits (pour les états, les sociétés et aussi à titre personnel pour les dirigeants)

### III) Un conflit politique

Il est bien évident que la prise en compte des considérations politiques est importante dans la compréhension de ce conflit. Elles sont en effet très diverses et nous citerons ici les plus représentatives.

#### – *Un besoin sécuritaire*

Pour les deux gouvernements de Kampala et de Kigali, la destruction des bases arrières des rébellions au Nord Kivu est un enjeu militaire et politique prioritaire. Ils justifient leurs actions par un besoin bien légitime de sécurité à leur frontière. Dans une interview de

---

<sup>1</sup> Economia N°4 – Février 2001

l'hebdomadaire Jeune Afrique, le président Kagame disait à ce sujet : « C'est notre propre sécurité qui détermine notre ligne de conduite en la matière. Les Interhamwes sont encore plusieurs milliers, et ils ne seraient pas aussi efficaces s'ils n'étaient pas soutenus par le gouvernement de la RDC. Ils sont devenus un problème majeur lorsqu'ils ont commencé à travailler avec les autorités kinois »<sup>1</sup>.

– *Le leadership régional*

Sur un plan politique, le Zimbabwe a intérêt à maintenir sa présence en RDC et ses couloirs commerciaux pour pouvoir prétendre au leadership de la région ou tout du moins contester celui de l'Afrique du Sud et de l'Ouganda. Une alliance avec la RDC pourrait compenser aux yeux du Zimbabwe la perte d'influence subie au Mozambique qui a basculé dans la zone d'influence de l'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud de Mandela est un pays qui vise le « leadership » de superpuissance dans tout le continent africain. Ceci entraîne évidemment quelques réticences de la part de ses plus proches voisins, Zimbabwe, Kenya et Angola entre autres.

– *Une reconnaissance diplomatique*

Quant à la Libye, il est probable qu'elle a vu dans cette crise un moyen et une occasion de sortir de son isolement international dans lequel l'ont placée les Etats-Unis.

#### IV) Un conflit ethnique

Bien que leur reconnaissance effective par la communauté internationale ait été longtemps différée, les massacres ethniques accompagnent l'histoire de ce conflit. Ce phénomène, issue de la colonisation, est attisé, piloté et manipulé par de nombreux protagonistes qui n'ont pas hésité à en faire un instrument stratégique pour atteindre leurs buts.

---

<sup>1</sup> Jeune Afrique – L'intelligent – n°2064 du 01 au 07 août 2000 – Page 30

– *Les haines ethniques, un phénomène issu de la colonisation.*

Le phénomène ethnique, initié par la colonisation, n'a, à mon sens, atteint un tel paroxysme que depuis le génocide sans précédent qui s'est déroulé au Rwanda. Auparavant, le multi-ethnisme était un fait établi depuis de nombreuses années et la cohabitation était globalement apaisée. A l'heure de la colonisation il semble que deux contradictions se sont croisées : celle de la tradition africaine fondée sur le don et de l'occidentalisation fondée sur l'intérêt. Celle de la réciprocité verticale et de la réciprocité horizontale, contradiction transformée par l'administration en domination de l'ethnie Tutsi sur l'ethnie Hutu au temps de la tutelle coloniale, puis de l'ethnie Hutu sur l'ethnie Tutsi avec la démocratie. Cela a conduit à l'impasse de l'occidentalisation forcée des sociétés africaines. Les auteurs s'accordent pour dire que le racisme ethnique est un phénomène lié à la colonisation et non pas à la tradition africaine.

– *Les suites violentes et incontrôlées du génocide rwandais*

Ainsi, une des conséquences du génocide de 1994 a été de provoquer un exil sans précédent des populations Hutu dans les pays limitrophes (RDC, Burundi et Tanzanie). Encadrés par les tenants du régime Hutu en déroute, plus de deux millions de Hutu prirent le chemin de l'exil. Cette arrivée massive de réfugiés a bouleversé les équilibres traditionnels de la région.

Déstabilisé par les conséquences de ce génocide, l'Est de la RDC est toujours le théâtre de massacres ethniques, où miliciens Mai-Mai, anciens génocidaires « Interhamwe » Hutus et leurs adversaires Tutsis rwandais rivalisent dans les atrocités. Cette guerre est menée pour une bonne part par des troupes composées d'enfants et aurait déjà fait plus de 100 000 morts.

– *La haine ethnique, un instrument stratégique utilisé sans limite ni éthique*

Dans tous les camps, les principaux leaders provoquent, utilisent et attisent les haines ethniques. C'est devenu un instrument stratégique sans aucune retenue, ni conscience.

Il est désormais prouvé que Laurent Désiré Kabila a été coupable de massacres contre les Hutus lors de la première partie du conflit, puis après sa prise de pouvoir et le retournement d'alliance qui a marqué la deuxième partie de cette guerre, il a eu un rôle important dans le massacre de l'ethnie Tutsi. Ceci prouve, s'il en est besoin, que cette « haine ethnique » n'est pas ciblée vers une ethnie particulière, mais évolue au grès des événements et des intérêts qu'y voient les différents dirigeants.

Les autorités de Kinshasa ont, en effet, attisé le sentiment anti-Tutsi qui s'est développé dans la capitale pendant la période où l'armée rwandaise était présente dans les rouages du « nouveau Congo ». Ajouté aux abus de certains officiers rwandais, cette propagande avait développé dans la capitale congolaise une atmosphère d'hystérie anti-Tutsi qui n'était pas sans rappeler celle régnant avant le génocide de 1994 au Rwanda. Certains hommes politiques congolais utilisaient des termes haineux pour parler des Tutsi et n'hésitaient pas à évoquer leur extermination ou à la prédire, comme le conseiller en communication de Laurent Kabila, Dominique Sakombi Inongo qui avait déclaré : « Aux Tutsi, j'annonce que les temps de la perte, de l'expiation, de l'exil sans fin, des grands malheurs et des plus grands tourments sont venus »<sup>1</sup>

Cette dérive est d'autant plus dangereuse qu'elle a été démagogiquement encouragée par les autorités et passe pour du patriotisme en raison de la guerre.

Un nombre important de Congolais initialement hostile au régime de Kabila se sont ralliés à lui par nationalisme face à l'implication étrangère dans la rébellion. Il est difficile de déterminer la proportion de Congolais simplement hostiles à toutes présences étrangères et

---

<sup>1</sup> Soft International du 24 août 1998

celle de citoyens chez qui cette hostilité, s'ajoutant à l'exaspération de ne voir aucune amélioration de leur niveau de vie, s'exprime par un racisme anti-Tutsi.

Du point de vue du camp adverse, les massacres de Tutsi et les « menaces de génocide », avec la complicité des autorités, justifient à posteriori de la présence de troupes rwando-ougandaises en RDC.

– *Les attermolements de la communauté internationale face aux massacres*

L'instabilité politique et militaire dans la région des Grands Lacs, la crainte de l'éclatement de la RDC et surtout le sentiment collectif de culpabilité à la suite du génocide de 1994 au Rwanda ont contribué à la décision de la communauté internationale de ne pas harceler Laurent Désiré Kabila dans le domaine des droits de l'homme.

Les uns après les autres, les rapports des commissions d'enquête de l'ONU et ceux des organisations non gouvernementales ont été publiés à New York, réfutés à Kinshasa, présentés, pour la forme, au Conseil de sécurité puis oubliés. A terme, la pression internationale sur le gouvernement de Kinshasa s'est érodée et a été remplacée par une certaine compréhension de sa position et de ses arguments qui consistaient à faire apparaître la défaillance collective dans la région, avant et après le génocide rwandais.

Malgré cette complaisance, les défenseurs des droits de l'homme ont continué leurs enquêtes sur les violations commises. Finalement en 1998, un rapport dit à l'époque « politiquement explosif » a accusé à la fois Laurent Désiré Kabila mais aussi l'actuel président rwandais Paul Kagame de « crimes contre l'humanité ».

Voici quelques extraits de ce rapport : « En mai 1997, des centaines de Hutus rwandais non armés ont été massacrés à Mbandaka et dans le village voisin de Wendji par les soldats de l'AFDL », mais le rapporteur ajoute « ses forces se trouvaient sous commandement de l'armée rwandaise ». Ou encore : « les circonstances dans lesquelles les attaques ont été menées en 1997 montrent bien que l'intention de l'AFDL était d'éliminer les Hutus rwandais qui étaient restés en RDC. », « il s'agirait d'un acte de génocide » et

enfin « de 150000 à 180000 personnes ont été tuées entre octobre 1996 et mai 1997, lors de la prise de pouvoir par Laurent Désiré Kabila ».

Après cette période, la situation des droits de l'homme ne s'est guère améliorée et des rapports sur « des chasses au Tutsis » par les forces gouvernementales abondent, rapports qui eux aussi, sont restés lettre morte.

## V) Un conflit inter étatique

### – « *La première guerre mondiale africaine* »

Dans le cadre de ce conflit, il y a des états qui s'affrontent directement, mais aussi certains qui interviennent indirectement pour s'opposer à d'autres. C'est dans ce cadre que ce conflit a été nommé « la première guerre mondiale africaine »<sup>1</sup>.

En effet, le Rwanda et l'Ouganda forment une coalition contre le régime de Kinshasa. Cette dernière étant parfois élastique comme en témoignent les affrontements dans la ville de Kisangani.

Vient ensuite une coalition alliée au gouvernement de la RDC. L'Angola, Le Zimbabwe, la Namibie, le Soudan, le Tchad et la Libye y interviennent à des degrés plus ou moins importants. Dans les motivations de ces pays on peut en citer quelques-uns qui mettent en évidence la notion de conflit inter étatique.

Par exemple, l'appui diplomatique apporté par Nelson Mandela à la nouvelle rébellion et au RWANDA dans sa campagne en RDC ont incité les présidents ZIMBABWEEN et NAMIBIEN, personnalités se battant pour le leadership en Afrique, à intervenir militairement au côté de KABILA.

---

<sup>1</sup> Jeune Afrique – L'intelligent – n°2072 du 26 septembre au 2 octobre 2000 Page 30

La collaboration du RWANDA et de l'OUGANDA avec les rebelles de l'UNITA incita l'ANGOLA à intervenir auprès de KABILA.

Le Soudan est devenu un acteur indirect de la guerre en RDC de deux manières. Tout d'abord en finançant les trois mouvements de guérilla anti-Museveni d'Ouganda et en essayant de les fédérer.

Plusieurs autres pays interviennent indirectement dans ce conflit. On peut citer le Burundi, l'Afrique du Sud et le Congo Brazzaville.

A titre d'exemple significatif, je citerai celui de l'Afrique du Sud. Bien que non impliqué sur le terrain, ce pays est accusé d'assurer un appui militaire important au Rwanda et aux rebelles en RDC et d'assurer la réparation des matériels militaires.

Et enfin, il ne faut pas oublier le rôle de la communauté internationale et des rivalités qui règnent en son sein. Certains atteroiements dans des prises de décisions sont en effet imputables à ces rivalités<sup>1</sup>.

C'est ainsi que le titre un peu racoleur de « la première guerre mondiale africaine », prend toute sa signification.

---

<sup>1</sup> Géopolitique Africaine n°1 hiver 2000/2001 Gérard Prunier La première guerre inter-africaine Page 131

## Deuxième Partie      Les raisons historiques, les acteurs du conflit et leurs vues stratégiques

### I)      Données historiques sur la République Démocratique du Congo<sup>1</sup>

Toute étude sur un conflit ne peut pas s'affranchir bien entendu d'un panorama historique qui permet d'éclairer certains faits contemporains. Ce rapide survol donnera cet éclairage.

La RDC a connu quatre grandes périodes au cours de son histoire moderne. Une première tentative de colonisation de la part des Portugais, puis la période sous la souveraineté personnelle de Léopold II de Belgique, la période du Congo belge et enfin le Congo indépendant à partir de 1960.

#### A) L'histoire jusqu'à la colonisation

##### (1)      L'histoire pré Léopoldienne

Au premier millénaire de notre ère, des agriculteurs Bantous pénétrèrent dans le pays et s'établirent dans la zone côtière et sur les plateaux orientaux et méridionaux. En 1482, les Portugais établirent un premier contact avec le royaume Bantou du Congo. En 1490, des missionnaires franciscains et des artisans portugais s'installèrent dans la région. Mais petit à petit, les Portugais se sont tournés vers le sud, en Angola, où la traite des Noirs rencontrait moins de difficultés. Dès cette époque, d'autres européens et des arabes de l'île de Zanzibar pratiquèrent l'esclavagisme dans la région, mais sans s'y installer.

---

<sup>1</sup> Site internet CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Histoire.htm>

En fait, l'occupation européenne fut tardive et ne commença qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'explorateur britannique Stanley explora le fleuve Congo entre 1874 et 1877, alors qu'au même moment le roi Léopold II de Belgique réunit une conférence internationale axée sur la découverte de l'Afrique centrale. En 1878, il créa, avec le concours de Stanley, l'association internationale du Congo dont l'objectif était « d'ouvrir l'Afrique à la civilisation et d'abolir la traite des esclaves ».

Alors que la France et le Portugal revendiquaient une partie des territoires du Congo, la Conférence de Berlin de 1885 reconnut la souveraineté de Léopold II sur le Congo, qui devint l'Etat libre du Congo, une possession personnelle du souverain belge ayant comme capitale Goma.

## (2) La période Léopoldienne (1885 – 1908)

Sans jamais avoir posé les pieds au Congo, Léopold II y établit les fondations d'un ordre colonial qui dura 75 ans (jusqu'à l'indépendance). Afin de faire fonctionner « sa colonie » (en réalité, une simple entreprise commerciale personnelle) et en exploiter les richesses naturelles, Léopold II s'appuya sur son armée de mercenaires (Togolais, Maliens, Sénégalais, ...), les missions catholiques, un certain nombre d'émissaires et de colons à sa solde, ainsi que des banquiers belges.

Cependant, Léopold II se forgea une triste réputation en raison non seulement des travaux forcés imposés aux Congolais, mais aussi à cause des mutilations faites aux femmes et aux enfants ne respectant pas les quotas de production, des impôts en nature, des massacres des habitants, sans parler du pillage de l'ivoire et du caoutchouc.

Les atrocités commises au Congo soulevèrent l'indignation en Europe et Léopold II du céder l'Etat libre du Congo à la Belgique. De cette période, il n'est pas resté grand chose, sinon l'arrivée de la langue française en même temps que les colons belges et un modèle d'administration brutale dont s'inspireront plus tard les dirigeants noirs du Congo (Mobutu et Kabila).

### (3) Le Congo Belge (1908 – 1960)

En 1908, la Belgique fit officiellement du Congo une colonie, appelée Congo Belge. La croissance économique se développa considérablement (grâce au cuivre et au diamant), mais en fonction des intérêts coloniaux et du capital étranger, non pour répondre aux besoins de la population indigène. Cette entrée en scène de la Belgique ne changea pas grand chose, car le régime d'exploitation et de travaux forcés a continué. De plus, quantité de chefs coutumiers congolais, accusés de remettre en cause l'ordre colonial, furent pendus pour l'exemple.

Le français et le flamand furent les langues officielles du pays. Mais les indigènes n'avaient pas accès à leur apprentissage dans le but avoués de « ne pas déraciner les indigènes ». Aussi, étant donné que le français (langue de l'administration coloniale) n'était pratiquement pas accessible aux Congolais, la colonisation belge ne suscita pas l'émergence d'élites administratives et politiques locales.

Le Congo Belge s'est donc trouvé dépourvu de personnel politique et technique prêt à prendre la relève, lorsque les autres pays firent leurs premiers pas vers l'indépendance. L'institut colonial d'Anvers avait déjà prévenu en 1955 qu'une durée de trente ans serait nécessaire pour former une classe dirigeante capable d'assumer le pouvoir.

En janvier 1959, des émeutes éclatèrent à Léopoldville. Le gouvernement belge annonça un programme visant à former les élites congolaises à l'Administration, prévint l'organisation d'élections locales en vue de mettre en place un gouvernement congolais et s'engagea à conduire le pays vers l'indépendance.

Celle-ci fut fixée au 30 juin 1960. La campagne électorale qui suivit fit apparaître un clivage entre les tenants d'une solution confédérale avec la Belgique et les partisans d'un état congolais fort et centralisé représentés par Patrice Lumumba, le chef du Mouvement National Congolais (MNC).

## B) De l'indépendance à la fin du Mobutisme

### (1) Les lendemains de l'indépendance (1960 – 1966)

En mai 1960, le MNC de Lumumba remporte les élections. Lumumba cède la présidence à Joseph Kasavubu et prend les fonctions de Premier ministre.

Mais les violences se multiplièrent, tandis que les partis politiques exclus du gouvernement contribuaient à attiser le feu, que plusieurs provinces demandaient leur indépendance (dont le Katanga) et que se révoltaient les Forces Armées Congolaises (FAC). Dès juillet 1960, le Katanga, avec à sa tête Moïse Tsombé, fit sécession et le Kasai du sud montra des tentatives de sécession.

Le 14 septembre 1960, le Colonel Mobutu tenta un premier coup d'état avec le soutien de la CIA.

La guerre civile qui s'ensuivit fut marquée par l'intervention de mercenaires étrangers (Belges, Français et Sud-Africains), de casques bleus de l'ONU et par l'assassinat de Lumumba en janvier 1961. La sécession Katangaise pris fin en 1963, mais la rébellion des Lumumbistes se poursuivit jusqu'en 1964.

A la fin de 1965, le colonel Mobutu, appuyé par des états extérieurs (dont la Belgique, la France et les Etats-Unis), s'empara du pouvoir et, après avoir déposé le président Kasavubu, se proclama lui-même président. Il instaure un régime autoritaire du type présidentiel fondé sur un parti unique, le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR).

### (2) Mobutu et la politique de l'authenticité (1965 – 1997)

Avec l'arrivée au pouvoir de Mobutu, apparut le concept officiel du « recours à l'authenticité ». Celle-ci fut définie comme le désir d'affirmer « l'africanité congolaise ». Le pays change de nom et devient officiellement le Zaïre, plusieurs villes, fleuves, lacs, rues, etc..., sont rebaptisés.

Les 32 ans du régime autoritaire ont rendu Mobutu (promu général en 1982) très impopulaire. Sa garde présidentielle mono ethnique, composée uniquement d'éléments originaires de son village ou de son ethnie, et l'Armée nationale (composée en grande partie de mercenaires) ont répandu la terreur et assuré la dictature du maréchal président. En 1997 le

Zaïre en est au même point qu'au moment de la décolonisation. Le PIB est équivalent alors que la population a triplé, la plupart des entreprises sont acculées à la faillite, et le poids de la dette extérieure handicape terriblement toute politique de développement.

### (3) La fin de Mobutu

En 1990, Mobutu (poussé par les événements : un contexte international bouleversé par la dissolution du bloc communiste et une opposition interne grandissante) annonce le début d'une transition vers la démocratisation du pays. Il projète d'organiser des élections libres et honnêtes et en même temps il finance des milices dans chaque province hostiles à son régime. Au Nord Kivu, il alimente les tensions ethniques entre les immigrés rwandais (Hutus du Congo) contre les autochtones et au Shaba, il stimule une haine de Katangais contre les originaires du Kasai. Deux tensions latentes éclatent dans le pays sans que le pouvoir ne se soucie d'y mettre fin.

La question de la nationalité des étrangers se pose désormais avec plus de virulence et la majorité des Zaïrois exige le départ des peuples Rwandophones (immigrés de 1935, réfugiés Tutsi de 1959) vers le Rwanda. La nationalité leur ayant tour à tour été accordée de droit en 1971, puis retirée en 1981 (seuls les descendants des populations établies avant 1885 – traité de Berlin- ont désormais la nationalité zaïroise). Ces derniers menacent de la réclamer de force, notamment des Tutsis du plateau Itombwe au Sud Kivu qui, selon certains historiens, se sont établi dans le pays vers 1919 et qui sont nommés Banyamulenge.

En 1993, une guerre éclate dans le Masisi entre les tribus traditionnelles dites autochtones et les immigrés Hutus du Congo. Deux peuples qui pourtant tissaient des relations d'amitiés vers 1970.

En novembre 1996, la tension dans l'Est du Zaïre (où se sont amassés plus d'un million de Rwandais qui ont fui le Rwanda lors du génocide dans leur pays en 1994) tourne au conflit armé. Des rebelles Tutsi zaïrois soutenus matériellement et militairement par les pouvoirs Rwandais et Ougandais, s'attaquent à l'armée zaïroise et occupent rapidement plusieurs villes du Kivu. Laurent-Désiré Kabila, qui s'était déjà manifesté lors de rébellion en 1964 – 1965 et a ensuite vécu dans les pays voisins sans jamais se départir de son

opposition à Mobutu, s'impose comme chef des insurgés. Aidé militairement par l'Ouganda, le Rwanda et l'Angola, il entre dans Kinshasa et chasse Mobutu (17 mai 1997), lequel se réfugie au Maroc pour y décéder deux mois plus tard des suites d'un cancer.

### C) La période Laurent Désiré Kabila

Lorsqu'il surgit soudain sous les projecteurs en devenant en 1997 « le tombeur » de Mobutu, Laurent-Désiré Kabila, 56 ans à l'époque, a beau revendiquer un passé chargé d'éternel rebelle, il est pratiquement inconnu. Aujourd'hui encore, cet homme reste une énigme. Une certitude : celui qui fut accueilli en « libérateur », intronisé nouveau maître de la république démocratique du Congo le 17 mai 1997, n'a pas tardé à dévoiler sa vraie nature de dictateur cynique, corrompu et incapable. Il n'avait finalement pas grand-chose à envier à Mobutu, auteur du pillage en règle de son pays pendant trente ans. Son image était devenue si exécrationnelle que même les dirigeants rwandais, ougandais et angolais, ses parrains qui militairement avaient soutenu sa prise de pouvoir avait rompu avec lui. L'ONU, enfin, a fini après quelques atermoiements, par l'accuser de complicité de massacres de Hutus puis de Tutsis. Déjà dans les années 1960, alors qu'il côtoie Che Guevara rêvant d'exporter dans la région le « modèle » castriste, il fait l'objet de sa part de récriminations : « Difficile de faire la révolution, écrira-t-il plus tard, avec des combattants plus portés sur les femmes et la boisson ». Et à propos de Kabila, le Che consigne par écrit « ses doutes très forts sur sa capacité à surmonter ses défauts »<sup>1</sup>

Pour de nombreux observateurs, Kabila était un obstacle à la paix. Le 16 janvier 2001, à 61 ans, Laurent Désiré Kabila a été assassiné dans son palais présidentiel. Il laisse la République Démocratique du Congo dans un état sans doute pire que celui dans lequel il l'a trouvée.

Son fils, Joseph Kabila prend alors sa succession. Il sera maintenant intéressant de voir si cette évolution permettra un dénouement de ce conflit.

---

<sup>1</sup> Le Monde (jeudi 18 janvier 2001) – Pour Che Guevara, ce noceur, qui n'hésitait pas à se livrer à toutes sortes de trafics, aimait trop les femmes et l'alcool

## II) Les acteurs du conflit en RDC

La complexité de l'analyse provient de la multiplicité des acteurs, qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux. A ceci s'ajoute l'extrême fluidité des alignements politiques qui voient des renversements spectaculaires d'alliances avec par exemple celle entre Kabila et Kagame en 1998, ou encore entre Kagame et Museveni en 1999 et 2000.

La suite de cette étude va essayer de mettre en évidence le rôle et les motivations de chacun des acteurs en débutant par les Congolais eux-mêmes pour s'étendre ensuite aux intervenants étrangers.

### A) Les acteurs congolais

Pour simplifier la lecture de cette étude, nous avons rassemblé ces acteurs en deux catégories, celle opposé au régime de Kinshasa que nous nommerons « la rébellion » et, en face, les acteurs locaux ralliés à ce régime.

#### (1) La rébellion

##### (a) Les militaires Banyamulenge

Le terme Banyamulenge signifie « ceux de Mulenge » et désigne normalement les Tutsi du Sud-Kivu, mais l'appellation est aujourd'hui souvent étendue aux Tutsi des deux Kivu.

Le renvoi des militaires rwandais de l'armée congolaise par Kabila a joué le rôle d'accélérateur dans le déclenchement du mouvement armé. En effet, le 27 juillet 1998, le président Kabila a annoncé qu'il mettait fin « à la présence de militaires rwandais qui nous

ont assistés pendant la période de libération » de la RDC. Il ajoutait : « ceci marque la fin de la présence de toute force militaire étrangère au Congo ».

Projetés au devant de la scène, les Banyamulenge, Tutsi congolais, sont plus un instrument de cette révolte que ses initiateurs. Leur participation dans la guerre de l'AFDL n'a pas significativement amélioré leur statut. Leur nationalité est toujours contestée et les relations tendues qu'ils ont avec les autres groupes ethniques génèrent un profond sentiment d'insécurité et d'insatisfaction des ambitions de leurs leaders. De plus, cette situation est compliquée par la dégradation de leurs relations avec leurs anciens alliés rwandais.

Au lendemain de la victoire de Kabila, certains membres de la population Tutsi ont en effet été favorisés notamment par la nomination de chefs Tutsi y compris là où il n'y en avait pas auparavant. Cette situation n'a fait qu'accroître l'hostilité que lui vouent les autres ethnies du Kivu. Leur participation à l'AFDL aux côtés des Rwandais donne aux Congolais la confirmation que les Tutsi du Kivu ne sont pas congolais, mais avant tout rwandais.

Début 1998, le régime Kabila a entrepris de disperser les militaires banyamulenge au sein de l'armée congolaise (FAC). Cela avait déjà provoqué une mutinerie des militaires banyamulenge qui se plaignaient de ce qu'en engageant au sein des FAC d'anciens soldats de l'armée zaïroise de Mobutu (FAZ), le président Kabila les mettait en présence de ceux qui les menaçaient déjà en 1996. Seule la médiation entreprise par James Kabaré, militaire ougandorwandais qui était alors chef d'état-major des FAC, avait pu ramener le calme dans les esprits. Pour les militaires banyamulenge, le départ des Rwandais en juillet 1998 brisait ce consensus et faisait renaître les menaces à leur encontre.

Dans le même temps, les relations entre les Rwandais et les Banyamulenge s'étaient toutefois beaucoup détériorées. Face à la déception des leaders et l'isolement croissant de leur communauté, les Banyamulenge ont tenté de nouer des contacts avec les communautés ethniques voisines. Cependant, leur mécontentement a continué à augmenter. La politique répressive de Kigali au Kivu a continué à creuser un fossé de plus en plus grand entre eux et les autres habitants de la région. Beaucoup de Tutsi congolais auraient voulu donner une chance à la négociation, mais s'en trouvaient empêchés par les incursions militaires incessantes de Kigali.

L'ampleur des méfiances et des peurs mutuelles les a aussi conduit à privilégier un rapprochement avec le gouvernement burundais pour assurer leur sécurité et créer leur propre mouvement politique contre Kabila, les Forces Républicaines Fédéralistes. En retour, les Burundais ont vu dans ce rapprochement un double avantage : Tout d'abord garantir la sécurité de leur principale voie de contournement de l'embargo via le Sud-Kivu, et d'autre part, contenir les ambitions d'hégémonie régionale du Rwanda et de l'Ouganda.

Depuis que la rébellion a éclaté, les plus grands perdants semblent d'ores et déjà être les Banyamulenge et plus généralement les Tutsi congolais. La majorité d'entre eux a le sentiment d'avoir été un instrument au service du Rwanda, pour défendre une cause rwandaise. Si la guerre actuelle se termine par une défaite de la rébellion, les Tutsi de RDC ne pourraient plus vivre dans ce pays. Dans l'autre hypothèse où la rébellion gagnerait, le problème principal de cette dernière serait de trouver un modus vivendi avec le grand nombre de Congolais qui rejettent les Rwandais et ceux qu'ils assimilent à ces derniers. Dans les deux cas, les Tutsi du Kivu vivront dans l'insécurité.

#### (b) Les militaires issus des Forces Armées Congolaises

La majorité de ces militaires est issue des anciennes Forces Armées Zaïroise (FAZ) de Mobutu. Ils sont en effet les rares militaires des FAC à avoir reçu une véritable formation. Le reste étant composé de jeunes gens recrutés par Kabila pendant la guerre de libération : les Kadogos.

Aux dires de certains spécialistes, ces militaires, même s'ils proviennent d'une armée indisciplinée, pourraient en étant bien dirigés et régulièrement payés (ce qui n'était pas le cas du temps de Mobutu) constituer une armée efficace.

En 1996, ces militaires avaient refusé de combattre pour Mobutu car ils n'étaient pas payés. De la même manière et pour la même raison ils ont quitté les FAC et rallié la rébellion en 1998 sous les ordres d'un des leurs, le commandant Ondekane.

(c) Les rebelles du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD)– *La création du RCD*

Un grand nombre de civils se sont regroupés pour constituer un Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD). Apparue en août 1998, ce mouvement est un allié du Rwanda.

A ses débuts, ce parti regroupait des forces assez disparates, autour d'un noyau que l'on pourrait appeler « les déçus de la première libération ». L'importance de ces « déçus » au sein de la rébellion était telle qu'il fut question, un moment de l'appeler « AFDL – bis », pour bien montrer qu'il s'agissait de refonder la révolution de 1997 qui avait renversé Mobutu. Kabila étant vu comme un traître. Mais pour ne pas que ce nouveau mouvement soit assimilé aux échecs et abus de l'AFDL, cette option fut abandonnée.

Il faut remarquer également que certains « déçus » avaient bénéficié de faveur de Kabila, alors même qu'ils n'étaient pas des combattants, ni des gens de sa tribu, ni des compagnons de guérilla de l'époque du maquis (1960 – 1986). Une fois les Rwandais chassés, ne couraient-ils pas le risque d'être les prochains boucs émissaires du régime de Kabila, alors que n'étant pas des politiciens enracinés dans la société politique congolaise, ils n'avaient généralement pas de base politique ?

Dans ce groupe on pouvait citer :

- **Bizima Karaha** (Tutsi du Sud Kivu), ex-ministre des Affaires Etrangères de Kabila. Il occupait le même poste au sein du RCD.
- **Shambuyi Kalala** (Kasaï), ex-responsable de la propagande au sein de l'AFDL (parti unique du régime Kabila). Il occupait les mêmes fonctions au sein du RCD.
- **Emile Ilunga** (Katanga), qui se voulait le président du bras politique des Tigres Katangais et qui n'a pas accepté d'être écarté du pouvoir par Kabila après la victoire de mai 1997. Il occupait les fonctions de ministre de la santé et des Affaires sociales du RCD.
- **Moïse Nyarugabo** (Tutsi du Sud Kivu), ex-secrétaire particulier de Kabila. Il occupait les fonctions de vice-président de l'assemblée du RCD.

- **Deogratias Bugera** (Tutsi du Sud Kivu), ex-secrétaire général de l'AFDL, dont il demeurait le dernier fondateur en poste avec Kabila (les deux autres fondateurs, Kisase Ngandu, avait été assassiné en janvier 97 et Masasu Nindaga arrêté fin 97). Le président Kabila s'était efforcé de réduire son pouvoir en le plaçant sur une voie de garage. Il n'avait pas de poste officiel au sein du RCD, mais sa présence avait été confirmée par plusieurs sources.

On pouvait distinguer aussi des figures de l'ancien régime Mobutu parmi lesquelles il faut citer :

- **Arthur Zaydiyya Ngoma**, un juriste qui a toujours travaillé dans la défense des droits de l'homme. Cet opposant à Mobutu et à Kabila a été le premier coordonnateur du RCD. Longtemps exilé, il fit plusieurs mois de prison (de novembre 97 à mai 98) pour avoir donné une conférence de presse au nom de son parti à Kinshasa.
- **Wamba dia Wamba**, professeur d'histoire vivant en Tanzanie, avait été élu à la tête du RCD.
- **Alexis Tambwé**, en exil à Bruxelles depuis la victoire de Kabila, il avait fait partie des anciens Mobutistes dont Kinshasa avait fait saisir les biens à Bruxelles. Il était membre du comité directeur du RCD.
- **Luanda Bululu**, un Katangais, fut Premier ministre de Mobutu en mai 90 et ministre des Affaires étrangères de Kengo à partir de la mi-1994. Il assurait les fonctions de coordinateur du directoire du RCD, ce qui correspondrait à la fonction de Premier ministre.

En octobre 1999, ce mouvement a été divisé en deux, suite à des dissensions internes.

#### — *Le RCD-GOMA*

La première branche dite de GOMA – sa base géographique- est dirigée par Emile Ilunga. Le RCD-Goma est vite devenu un simple appendice de l'armée rwandaise. Ce mouvement disposerait de 17000 à 20000 hommes dans l'Est et le sud de la RDC. Les Tutsis congolais y sont très influents<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> L'Intelligent n°2089 du 23 au 29 janvier 2001

– *Le RCD-ML (RCD-Mouvement de Libération)*

La seconde branche, dite RCD-ML ou RCD de Bunia est dirigée par Wamba dia Wamba. Ce mouvement est allié à l'Ouganda. Il est implanté au Nord-Est de la RDC. Le RCD-ML s'est fragmenté en une multitude de groupuscules mutuellement hostiles qui contestent l'autorité de Wamba dia Wamba en raison de son opposition à l'ancien président.

(b) Les rebelles du Mouvement de Libération Congolais (MLC)

Ce mouvement a été créé en novembre 1998 par Jean Pierre BEMBA, un allié du Rwanda d'abord, puis de l'Ouganda. Il est implanté dans le Nord de la RDC dans la région de l'Equateur. Ce mouvement rassemblerait de 6500 à 9000 hommes dans cette région qu'il contrôle en grande partie<sup>1</sup>.

(2) Les acteurs locaux ralliés au régime de KINSHASA

(a) Les Forces Armées Congolaises

Le gouvernement de la RDC est appuyé militairement par les soldats des FAC qui lui sont restés loyaux. Chacun a noté, toutefois, les succès fulgurants de la rébellion au tout début de la guerre, avant l'intervention militaire de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie aux

---

<sup>1</sup> L'Intelligent n°2089 du 23 au 29 janvier 2001

côtés de Kabila. De même qu'en octobre 96 lors de l'offensive de l'AFDL, la rébellion était en effet appuyée massivement par des troupes des armées rwandaise et ougandaise. Mais deux facteurs supplémentaires ont joué : D'une part, les FAC de Kabila ont opposé encore moins de résistance à l'insurrection, que les FAZ de Mobutu il y a deux ans. D'autre part, il faut se souvenir que les FAC étaient dirigées par des officiers rwandais depuis la victoire de Kabila en mai 97. Ils en connaissaient parfaitement les faiblesses.

Ces forces, essentiellement cantonnées dans la capitale Kinshasa contrôlèrent, plus ou moins, l'ouest et le sud de la RDC. Faiblement entraînées, elles comptent entre 45000 et 55000 hommes<sup>1</sup>.

#### (b) Les Tigres Katangais

Les Tigres katangais sont pour une bonne partie restés fidèles à Kabila. Ils sont composés d'ex-gendarmes katangais de Moïse Tshombé, partis en exil en Angola pour fuir la répression mobutiste dans les années 60, ainsi que de leurs enfants, qui ont grandi en Angola et dont certains sont devenus des soldats d'un corps d'élite du MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola). Durant la première « guerre de libération », les Tigres katangais étaient environ 2000 à intervenir pour appuyer Kabila, quelques mois après le déclenchement de l'insurrection, imprimant un tournant décisif à la guerre. Selon certaines sources, des soldats angolais se trouvaient parmi les Tigres. Ils seraient repartis dans leur pays depuis.

On sait que la direction militaire des Tigres était divisée et que deux bras politiques différents revendiquaient la représentation des Tigres jusqu'à l'éclatement de la deuxième partie du conflit en 98.

- Le premier, dirigé en Angola par Henri Mukatshung Mwambu, secrétaire général du FLNC (Front de Libération Nationale du Congo, impliqué dans les guerres du Shaba en 77 et 78) a rejoint Kinshasa après la victoire de Laurent Kabila.
- Le second était dirigé depuis Bruxelles par le Dr Emile Ilunga, président du Conseil national de la Résistance, qui se veut le bras politique du FLNC. Ancien

---

<sup>1</sup> L'intelligent n°2089 du 23 au 29 janvier 2001

représentant à Bruxelles du PRP (Parti de la Révolution Populaire, le parti de Laurent Kabila fondé en 1968), le Dr Ilunga s'est brouillé à l'époque avec Kabila. Emile Ilunga est très proche du général Jean Delphin Muland (ou Mulanda), chef en titre des Tigres Katangais. Mais il n'est pas parvenu à un accord avec Kabila avant la victoire de mai 1997. Quelques semaines avant celle-ci, le général Muland a été emprisonné à Lumumbashi avec une vingtaine de ses officiers et plusieurs dizaines de ses soldats. Il y est demeuré de longs mois avant d'être placé en résidence surveillée.

Dans la deuxième partie du conflit, les dissensions entre les deux groupes de Tigres se sont toutefois dissipées. Le Dr Ilunga a rejoint en son nom propre la rébellion à Goma (RCD - Goma). Quant à ses compagnons ils se sont ralliés à Kabila face à l'intervention rwando-ougandaise.

(c) Les Ex-FAZ

Dans l'armée de Kabila on trouve aujourd'hui, outre les troupes katangaises, des « kadogos », des ex-FAZ qui n'ont pas rejoint la rébellion, par reflexe nationaliste face à la présence ougando-rwandaise aux côtés des rebelles.

(d) Les milices populaires

Enfin, il faut compter avec une dernière composante, plus difficile à contrôler que toutes les autres : les milices populaires, appelées « Défense civile et populaire ». Le président Kabila avait encouragé leur création notamment en annonçant le 25 août 1998 : « Dans les villages, les gens doivent prendre les armes, les armes traditionnelles, les flèches et les lances pour écraser l'ennemi sinon on va être l'esclave des Tutsi ».

A Kinshasa, après l'attaque rebelle fin août 1998 contre la ville, et les lynchages de présumés rebelles auxquels elle a donné lieu au moins jusqu'à début septembre, le calme a semblé revenir dans la capitale de la RDC. Mais une grande tension demeurait, en raison du sentiment que de nombreux rebelles infiltrés étaient restés en ville. Début septembre, on

assistait à la mise sur pied de barrages « de la population », essentiellement de jeunes gens, ayant « pris en charge » le contrôle des identités.

Cette tendance reflète une véritable hostilité de la population kinoise à l'égard des rebelles, due principalement à la coupure de l'électricité et de l'eau, rendant les conditions de vie encore plus précaires pour les pauvres, et à la hausse des prix provoquée par les combats dans l'Ouest de la RDC, coupant les routes d'approvisionnement de la capitale. Ces milices sont extrêmement dangereuses car mal contrôlées, elles risquent de pratiquer des lynchages systématiques.

Quant aux autorités de Kinshasa, elles ont attisé le sentiment anti-Tutsi qui s'est développé dans la capitale pendant l'année où l'armée rwandaise a été présente dans les rouages du « nouveau Congo ». Ajoutée aux abus de certains officiers rwandais, cette propagande a développé dans la capitale congolaise une atmosphère d'hystérie anti-Tutsi qui n'est pas sans rappeler celle régnant avant le génocide de 1994 au Rwanda.

Certains hommes politiques congolais utilisent des termes haineux pour parler des Tutsi et n'hésitent pas à évoquer leur extermination, ou à la prédire, comme l'a fait le conseiller en communication de Laurent Désiré Kabila en 1998 : « Aux Tutsi (...) j'annonce que les temps de la perte, de l'expiation, de l'exil sans fin, des grands malheurs et des plus grands tourments sont venus »<sup>1</sup>. Cette dérive est d'autant plus dangereuse qu'elle a été démagogiquement encouragée par les autorités et passe pour du patriotisme en raison de la guerre.

### (3) Les civils

#### (a) Les Katangais

Au premier rang des forces civiles qui appuient le gouvernement Kabila, il faut citer les Katangais de Kinshasa, directement favorisés par le régime, qui a pratiqué le népotisme et le tribalisme. Beaucoup plus que Mobutu, le président Kabila s'est appuyé sur son ethnie, les Baluba du Katanga et sur les autres Katangais, dans une moindre mesure.

---

<sup>1</sup> Soft International du 24 août 1998

Ce dernier point explique sans doute que le président Kabila n'était pas populaire - avant cette seconde guerre - à Lubumbashi, capitale de la province du cuivre. Située au sud de celle-ci ; cette région est dominée par les ethnies non lubas qui voient d'un mauvais œil que le chef de l'Etat ne gouverne "qu'avec ses frères".

Depuis le début 1998, les intellectuels sud-katangais ont découvert que la mère de Kabila était une lunda de Kapanga. Cela aurait ralenti le réveil de la principale rivalité intra-katangaise (Sud contre Nord, Katangais "authentiques" contre Balubakat), même si cela ne l'a pas apaisée.

De source katangaise anti-Kabila, on note que le père et le grand-père paternel de Kabila sont originaires de Manowo comme le président Kabila. Cependant, les violences ethnistes sont difficiles à éteindre. Maintenant que Joseph Kabila est au pouvoir à Kinshasa, quel groupe parmi les Katangais, les Kasaiens, les supposés mobutistes ou les originaires de l'Equateur, risque de devenir le prochain bouc émissaire ? Les premiers accaparent le pouvoir grâce à la faveur de Kabila. Début septembre 1998, la presse de Kinshasa n'hésitait pas à encourager le président Kabila à "se libérer de ses frères Katangais". Quant aux Kasaiens, une forte rivalité les oppose aux Katangais.

Ces derniers s'étant déjà rendus coupables de pogroms à leur égard en 1992. Certains supposés mobutistes ont rejoint la rébellion. Quant aux originaires de l'Equateur, ils ont été favorisés par l'ancien président Mobutu né dans cette province.

#### (b) Les populations acquises à Kabila

Une partie de la population congolaise appuyait Kabila avant l'éclatement de la rébellion en raison des progrès enregistrés sous son administration dans certains domaines.

Ainsi, une remarquable unanimité sur l'amélioration de la sécurité dans leur vie quotidienne régnait dans les classes sociales les plus défavorisées de Kinshasa. Elles

soulignaient surtout la disparition des exactions commises à leur rencontre, sous Mobutu, par les militaires. En mai 1998, on entendait souvent les Kinois dire à ce sujet dans les quartiers populaires de la capitale congolaise :

“Maintenant nous sommes libres, libres de circuler” sans craindre d’être rançonnés par les militaires.

Dans les couches plus favorisées de la population, l’amélioration de la sécurité était aussi appréciée. Par contre, le contraste entre le régime de Mobutu et celui de Kabila était pour eux moins prononcé. Sous Mobutu, ils avaient la possibilité de payer une autorité militaire pour les protéger. Sous Kabila, ils risquaient quand même de se faire voler leurs biens par de simples militaires ou des autorités civiles (ou des parents de ceux-ci) qui s’appropriaient des maisons et des véhicules.

Toutefois, les acquis sécuritaires du régime Kabila étaient surtout visibles dans la capitale. Dans les villes de province comme Lubumbashi (Katanga) et Kananga (Kasaï occidental), rien n’a changé. Les militaires en place étaient pratiquement les mêmes, dotés de nouveaux chefs apparemment impuissants à discipliner leurs troupes.

Au Kivu, la situation de sécurité était pire encore. Cette région n’a pas vraiment connu la paix depuis le début de la première insurrection, en septembre 1996. Les tribus non-rwandophones congolaises se sont en effet organisées en diverses milices, dont les milices tribales Mai–Mai formées de combattants indisciplinés et enclins aux pillages, qui s’allient ponctuellement avec les milices extrémistes hutu rwandaises pour attaquer à la fois les populations Tutsi et les militaires rwandais. Les militaires de l’APR pénétraient régulièrement en territoire congolais pour y pourchasser les ex-FAR et les interhamwes. Ils n’hésitaient pas à s’en prendre aux villages congolais où les miliciens Hutu étaient passés.

Enfin, il faut signaler que les acquis sécuritaires constatés à Kinshasa sous le régime Kabila ont pratiquement été perdus avec la seconde insurrection, en particulier depuis l’attaque contre la capitale, fin août. Elle a donné lieu à de nombreux lynchages de présumés rebelles et à l’organisation de milices populaires dans les quartiers.

A côté de ces acquis du régime Kabila, d'autres sont à signaler mais ils revêtent une importance moindre aux yeux de la population : prix stabilisés (Mais pas assez de monnaie en circulation) ; retour de l'ordre à l'aéroport de Ndjili (Kinshasa), curetage des égouts et nettoyage des marchés dans les principales villes ; des pelouses sont refaites et la population est encouragée à reboucher elle-même les trous sur la voie publique. Ces acquis ont également été largement remis en cause par la guerre.

(c) Les populations opposées à Kabila, mais ralliées à lui depuis le début du conflit

Un nombre important de Congolais qui étaient hostiles au régime Kabila se sont ralliés à lui par nationalisme face à l'implication étrangère dans la rébellion. Il est difficile de déterminer la proportion de Congolais simplement hostiles à toute présence étrangère et celle de citoyens chez qui cette hostilité, s'ajoutant à l'exaspération de ne voir aucune amélioration de leur niveau de vie, s'exprime par un racisme anti-tutsi. Il faut noter que la présence de Rwandais aux côtés des rebelles a considérablement renforcé la popularité du chef de l'Etat, auprès de populations qui lui étaient déjà acquises et auprès de celles qui le critiquaient.

(4) Les forces neutres

Elles sont constituées essentiellement par les partis politiques, interdits par le régime Kabila, au premier rang desquels se détache l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) et son président, Etienne Tshisekedi.

L'UDPS, ainsi que le Parti Démocrate Social Chrétien (PDSC) - les deux principaux partis avec les Forces Novatrices de l'Union Sacré (FONUS) d'Olengankoy et l'AFDL – ont défendu l'option d'une négociation politique plutôt que d'une rébellion armée. Ils ont envoyé des émissaires aux rebelles pour les sonder afin d'établir leur attitude. Certains, comme le Mouvement national congolais/Lumumba, ont rejoint la rébellion. D'autres sont tentés de le faire mais ont adopté une attitude réservée pour des raisons de sécurité ; d'autres encore se

méfient de l'importance du rôle des rwandais dans l'insurrection et ne souhaitent pas y être associés pour cette raison.

Etienne Tshisekedi, quant à lui, a parlé publiquement des rebelles comme de « nos compatriotes de Goma ». Cela sous-entend qu'il ne partage pas la thèse du pouvoir, selon laquelle il n'y a pas de rébellion « congolaise » mais seulement une invasion ougandorwandaise.

Quel que soit leur degré de proximité avec les rebelles, ces forces neutres voudraient tirer profit de l'insurrection pour rappeler qu'elles doivent être associées à la table ronde que beaucoup d'acteurs –armés ou pacifiques- appellent de leurs vœux. Cela semble la seule solution raisonnable que l'insurrection a permis d'évoquer.

## B) Les acteurs étrangers du conflit<sup>1</sup>

### (1) Les pays en conflit contre le gouvernement de Kinshasa

#### (a) Le RWANDA<sup>2</sup>

Ce pays initialement allié à Laurent Désiré Kabila s'est retourné contre lui en 1998. Il est ainsi important de relater cette évolution pour bien en saisir la problématique.

#### – *Préoccupations sécuritaires et implication dans l'AFDL*

La situation prévalant au Rwanda est caractérisée par un antagonisme ethnique exacerbé qui oppose les populations Hutu aux populations Tutsi.

Depuis le début des années 90, le pays a subi quatre années de guerre civile à caractère ethnique ; un génocide sans précédent en Afrique (faisant entre 500000 et 1 million

<sup>1</sup> BRAEKMAN Colette : La république démocratique du Congo dépecée par ses voisins

<sup>2</sup> L'atlas des guerres 2000 – Les vraies menaces du 3<sup>ème</sup> millénaire – Edition Michel Lafon – Pascal Boniface et l'IRIS – Page 144

de morts, essentiellement Tutsi), auquel ont succédé cinq années d'insécurité, d'instabilité et de violence, marquées par deux guerres en RDC et une multitude d'exactions commises autant par les anciens génocidaires Hutus avides de revanche depuis leur défaite de 1994, que par les forces de sécurité du Front Patriotique Rwandais (FPR), actuellement au pouvoir. Très largement dominé par la minorité Tutsi, et principalement par d'anciens exilés anglophones ayant vécu en Ouganda, le FPR rejette toute perspective de réconciliation nationale avec la majorité Hutu. La crise rwandaise se complique, en outre, par la présence de centaines de milliers de déplacés ou réfugiés Hutu, au Rwanda et dans les pays voisins. Une des conséquences du génocide de 1994 a été de provoquer un exil sans précédent des populations Hutu dans les pays limitrophes (RDC, Burundi et Tanzanie). Encadrés par les tenants du régime Hutu en déroute, plus de 2 millions de Hutu prirent le chemin de l'exil. Cette arrivée massive de réfugiés a bouleversé les équilibres traditionnels de la région. Leur présence s'est avérée très déstabilisante pour l'ensemble des pays de la zone, d'autant que parmi eux se trouvaient des éléments génocidaires (ex-FAR et Interhamwe).

L'établissement de ces réfugiés, notamment en RDC a permis aux revanchards Hutu de poursuivre leur combat contre le FPR, en menant des infiltrations au Rwanda. Leur activisme devait obliger Kigali à consacrer beaucoup d'effort pour contrôler ses frontières. Face à cette situation sécuritaire dégradée, le régime à dominante Tutsi allait chercher, à partir de 1996, à nettoyer ces camps et à liquider ces masses de réfugiés hostiles. Les Tutsi du Nord Kivu (province où sont installés la majorité des réfugiés Hutu en RDC) sont victimes de massacres et d'épuration ethnique sans que Kinshasa vienne à leur secours. En 1996, quand l'idéologie anti-Tutsi répandue par les réfugiés Hutu commence à devenir virulente au Sud Kivu, les Tutsi de cette province décident de prendre les devants en se procurant des armes. Ils entament alors une insurrection en septembre 1996, avec la complicité du Rwanda.

Celui-ci intervient dans la région et soutient massivement la constitution, le 18 octobre 1996, d'une alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) formée de quatre groupes. Le premier représente les Tutsi congolais (dirigé par Déogratias Bugera), le second par les lumumbistes (Kisasa Ngandu), le troisième une guérilla marxiste dont on sait qu'elle n'existe plus sur le terrain (Laurent Kabila) et le quatrième, mal identifié, dirigé par Anselme Masasu, ancien militaire rwandais. Durant cette « guerre de libération », Laurent Kabila parviendra à évincer ses compagnons d'armes (Kisasa Ngandu sera assassiné) et à prendre la direction du mouvement.

Début 1997, les « tigres Katangais » viennent prêter main-forte à Kabila. Leur arrivée aurait, selon certaines sources katangaises, joué un rôle dans le choix des parrains

rwandais de l'ADFL de viser désormais le renversement de Mobutu et non plus seulement le contrôle du Kivu. Au fur et à mesure de sa progression, l'AFDL recrute des jeunes gens dans toutes les provinces, ce qui diminue, dans ses rangs, la proportion de soldats originaires du Kivu.

Dès avril 1997, on signale des heurts entre Tutsi (Congolais et Rwandais confondus) et « Congolais » (les non-Tutsi), au sein de l'armée rebelle. Les heurts prennent un tour violent à Goma entre Tutsi et Katangais qui composent les deux parties les plus armées et les plus aguerries des troupes de l'AFDL. Dans les semaines qui suivent, la rébellion déplace sa capitale de Goma (Nord Kivu) vers Lumumbashi (Katanga).

Le Rwanda reste, malgré ces incidents un allié de choix de Laurent Kabila. Bien qu'il n'apparaisse pas sur les organigrammes officiels du nouveau régime, James Kabaré est nommé commandant de la place militaire de Kinshasa puis son chef d'état-major. La sécurité rapprochée de Kabila est assurée par des militaires Tutsi rwandais alors que d'autres patrouillent dans les rues de Kinshasa pour y faire régner l'ordre.

– *De la simple présence militaire à une véritable colonisation*

Les Rwandais se sont installés aux Kivu, avec la tolérance du régime Kabila et surtout avec le soutien des Banyamulenge (des Congolais Tutsi d'origine rwandaise, implantés au Congo depuis plusieurs générations). Mais bien vite, ce qui ne devait être qu'une présence militaire permettant de sécuriser la frontière de part et d'autre s'est transformé en une véritable colonisation. Les Rwandais se sont emparés de tous les rouages administratifs et économiques des provinces orientales de la RDC, entraînant, en réaction, une recrudescence des actions rebelles en RDC, mais aussi au Rwanda.

– *Détérioration des relations entre le Rwanda et Laurent Désiré Kabila*

L'installation par Kabila, de militaires rwandais dans les villas cossues des mobutistes en fuite et l'envoi régulier de cargaisons de biens saisis dans ces maisons vers Kigali a rapidement contribué à rendre les Rwandais de plus en plus impopulaires. Certains militaires rwandais ont même été assassinés dans des quartiers de Kinshasa.

Début 1998, conscient de cette impopularité croissante et ayant besoin de militaires pour faire face aux attaques de rebelles hutu depuis la RDC, le pouvoir rwandais a rappelé une grande partie de ses troupes présentes en RDC. A cette période, il ne serait resté qu'environ 200 cadres rwandais en RDC.

Mais, semaine après semaine, les relations se sont tendues entre les alliés d'hier. Kigali, comme Kampala, reproche à Kabila d'être incapable de mener une politique cohérente vis-à-vis des entreprises, ce qui empêche toute stabilisation économique. L'enjeu économique ressurgit une fois de plus. De même, il le juge incapable de créer un consensus national parce qu'il exclut du pouvoir toute forme d'opposition ou même d'équilibre régional ou ethnique. Il est aussi accusé d'impuissance pour empêcher que les extrémistes hutu et la guérilla ougandaise des Allied Democratic Forces (ADF soutenu par le Soudan) attaquent le Rwanda et l'Ouganda depuis la RDC.

A la mi-juillet 1998, James Kabaré, un officier rwandais occupant le poste de commandant de la place militaire de Kinshasa, est démis de ses fonctions par Kabila et remplacé par un parent du président de la RDC, Célestin Kifwa.

Kabaré n'occupe plus qu'un poste de conseiller de l'Etat-major congolais. Le lendemain, les soldats rwandais quittent Kinshasa.

La décision de Kabila, à l'été 1998, de chasser les Rwandais de RDC, a entraîné une vive réaction des autorités de Kigali. D'une part elles ont estimé que leurs troupes ne pouvaient pas quitter la région pour des raisons de sécurité. En effet, depuis la fin de l'année 1997, les rebelles rwandais du Peuple en Arme pour la Libération du Rwanda (PALIR) ont multiplié leurs actions au Rwanda, avant de s'allier, en janvier 1998, avec les mouvements anti-tutsi de l'Est de la RDC, provoquant une recrudescence de l'insécurité au Rwanda.

— *La guerre contre Kabila et l'instrumentalisation de l'ethnisme*

Le 02 août 1998, la rébellion éclate, mais Kigali au contraire de Kampala nie dans un premier temps, son implication. Le régime rwandais a cependant annoncé à plusieurs reprises qu'il allait entrer en guerre contre Kinshasa en raison des pogroms anti-Tutsi qui auraient éclaté dans la capitale congolaise. En effet, des arrestations arbitraires, suivies de massacres de cette ethnie sont évoqués dans les villes de Kinshasa, de Lumumbashi et de Kisangani.

Ces massacres de Tutsi et les menaces de génocide, avec la complicité des autorités de Kinshasa, vont d'ailleurs servir dans la sphère diplomatique, de justificatifs pour la présence des troupes du Rwanda en RDC.

De sources rebelles, un des éléments de la crise est l'engagement de combattants extrémistes hutu au sein des FAC. Ce recours aux combattants hutu par le camp de Kabila et ses appels à tuer des Tutsi (fin août 98) ont créé le réflexe de défense ethnique que l'on avait pu observer lors des massacres précédents. Les Tutsi du Rwanda, de RDC, du Burundi et d'Ouganda font taire leurs différents pour faire bloc contre l'agression qui peut les prendre tous pour cible.

– *L'enjeu sécuritaire mis en avant par le Rwanda*

La dégradation de la sécurité au Rwanda accentue la nécessité de couper une guérilla particulièrement sanglante de ses appuis au Kivu. Cet enjeu sécuritaire est mis en avant par le gouvernement de Kigali et ainsi justifie leur présence en RDC tout en masquant l'enjeu économique qui est à mon sens le fil conducteur de la politique rwandaise.

Le Rwanda disposerait de 17000 à 25000 hommes dans le centre-est de la RDC<sup>1</sup>.

(b) L'UGANDA<sup>2</sup>

L'Ouganda affiche dans l'ensemble, les mêmes positions que celles du gouvernement du Rwanda. Toutefois, le réflexe purement sécuritaire n'est pas l'objectif fondamental de la guerre contre Kabila.

<sup>1</sup> L'Intelligent n°2089 du 23 au 29 janvier 2001

<sup>2</sup> L'atlas des guerres 2000 – Les vraies menaces du 3<sup>ème</sup> millénaire – Edition Michel Lafon – Pascal Boniface et l'IRIS – Page 136

– *La guérilla soudanaise*

Néanmoins, les gouvernants Ougandais ont de solides reproches à formuler à l'encontre du régime de Kabila. Celui-ci s'est en effet montré incapable d'empêcher des attaques meurtrières, depuis son territoire, par un des trois mouvements de guérilla, les Allied Democratic Forces (ADF). Ce mouvement est financé par le Soudan. En septembre 1998, le président Museveni a révélé que les principaux aéroports de l'Est congolais étaient sous son contrôle afin que le Soudan ne s'en serve plus pour mener des opérations contre l'Ouganda. Le président Museveni exige de Kinshasa la garantie que le Soudan et les mouvements de guérilla ne pourront plus l'attaquer depuis le Congo.

– *L'influence de l'opinion publique interne*

Les autorités militaires de Kampala doivent cependant faire face à une opinion publique de plus en plus inquiète des conséquences possibles de l'implication de l'Ouganda dans la guerre au Congo. La presse ougandaise s'indigne que le budget militaire de 150 millions de dollars, approuvé par le parlement, ait été augmenté brusquement à 350 millions de dollars. Certains économistes relèvent que la guerre a diminué les échanges commerciaux avec le Congo. Mais il n'est pas certain que l'opposition à la guerre se maintiendrait si l'Ouganda finançait un conflit de longue durée en prélevant des richesses dans les régions congolaises.

– *L'enjeu économique l'emporte malgré tout*

Justifiant leur présence sur le sol congolais par un accord de sécurité conclu avec le gouvernement de Kabila, les troupes ougandaises ont été présentes sur le sol congolais depuis un certain temps. Il semble que des éléments de l'armée ougandaise aient été impliqués dans le commerce de minerais du Congo, particulièrement autour de Kisangani, qui se trouve bien loin de leurs frontières.

De même on s'interroge sur ce vol privé qui a disparu le 25 septembre 1998 entre l'Ouganda et le Congo suite à un accident. Le général Jet Mwebaze est décédé et trois autres passagers portés disparus. Deux personnalités non identifiées seraient des rebelles congolais selon la presse ougandaise, et deux autres passagers, des hommes d'affaires. Ces derniers sont

Arif Ulji, un Indien, et Zeev Shif, un Israélien travaillant pour « une société active dans la prospection aurifère » selon l'AFP. Selon d'autres sources à Kampala, il travaille pour EFORTE, une société qui fait partie du groupe Caleb International, appartenant au demi-frère de Museveni, le général Salim Saleh, officiellement conseiller militaire du chef de l'état.

Rappelons que le Nord-est du Congo est extrêmement riche en or et regorge d'autres ressources (Diamants, bois, etc...)

L'Ouganda disposerait d'environ 10000 hommes dans le nord-est et le nord-ouest de la RDC<sup>1</sup>.

La mort de Laurent Désiré Kabila pourrait aussi offrir à Museveni l'occasion de d'abrèger son intervention militaire en RDC. Dans une récente interview accordée au quotidien ougandais New Vision, il envisagé le retrait de ses troupes : « Nos objectifs minimaux ont été atteints en RDC » disait-il. Elu avec plus de 75% des voix lors de la précédente élection, Museveni vient cependant d'être réélu lors des élections du 6 mars 2001. Son intervention en RDC ne lui a pas coûté cher au niveau électoral. Ses déclarations qui étaient, à mon sens, faites pour rassurer ses alliés et conserver ses électeurs, ont porté leurs fruits. Mais face aux enjeux économiques, son discours pourrait n'avoir été que du déclaratoire<sup>2</sup>.

## (2) Les alliés de Kinshasa

### (a) L'ANGOLA<sup>3</sup>

#### — *La RDC, une base de l'UNITA*

L'armée angolaise est entrée en guerre aux côtés de Kabila sans l'annoncer alors que les rebelles comptaient, après des contacts diplomatiques, sur son immobilité "au moins

<sup>1</sup> L'Intelligent n°2089 du 23 au 29 janvier 2001

<sup>2</sup> L'Intelligent n°2092 du 13 au 19 février 2001

<sup>3</sup> L'atlas des guerres 2000 – Les vraies menaces du 3<sup>ème</sup> millénaire – Edition Michel Lafon – Pascal Boniface et l'IRIS page 146

pendant quinze jours”. Une partie des troupes rebelles, qui ont attaqué à l’Ouest du Congo, avaient pu survoler auparavant sans problème le territoire angolais. L’Angola n’a pas fait de déclarations fracassantes sur son soutien à Kabila contrairement à MM. Mugabe et Nujoma. Luanda reproche au gouvernement de Kinshasa d’avoir laissé la guérilla de l’UNITA sortir les diamants nécessaires à son financement par le territoire congolais. Le président Kabila aurait démis de ses fonctions un agent de l’Etat, originaire de Manono comme lui-même, parce qu’il aurait organisé un marché avec le chef de la guérilla angolaise, Jonas Savimbi.

En 1996-97, l’Angola avait apporté une aide à la rébellion chapeautée par Kabila. Luanda voulait profiter de cette occasion pour couper l’appui donné par Mobutu à l’UNITA. En octobre 1996, l’Angola est intervenu militairement au Congo Brazzaville pour aider le général Denis SassouNguesso (ex-marxiste comme le président angolais Dos Santos) à renverser Pascal Lissouba, qui permettait à Savimbi d’utiliser le territoire du Congo Brazzaville pour évacuer sa production de diamants.

– *Une puissance régionale aidée par les revenus du pétrole*

Ce dernier cas permet précisément de se demander si l’Angola n’est pas entré dans une phase d’expansionnisme. La présence de l’armée angolaise, qui ne devait durer que quelques semaines, n’a pas cessé deux ans plus tard. On sait qu’elle n’est pas sans inquiéter la Namibie, le Botswana, la Zambie et même l’Afrique du Sud. La Zambie craint d’autant plus l’Angola que Luanda a joué un rôle dans la tentative de putsch contre le président Chiluba (1997). Celle-ci serait destinée à servir d’avertissement au pouvoir zambien, alors que celui-ci (ou des officiers corrompus par Jonas Savimbi) permet à l’UNITA de recevoir en Zambie des armes qui lui parviennent du Togo.

En tout état de cause, Luanda contrôle et surveille maintenant sa côte atlantique, celle du Congo Brazzaville et celle du Congo-Kinshasa. Toutes trois comprennent des installations pétrolières et des droits sur des réserves pétrolières. Voilà, de facto, Luanda “parrain” de la côte. Tant et si bien qu’on peut se demander si l’armée angolaise accepterait de se retirer de l’Ouest du Congo si Kinshasa le lui demandait.

Forte de 110.000 hommes, l’armée angolaise se bat depuis 1975 sur son territoire et possède donc la plus longue expérience de la guerre, parmi les Etats belligérants. Sa technique est toujours la même : progression des fantassins sous la protection de bombardements

aériens. Cette technique n'a pas empêché l'UNITA durant 20 ans de guerre de prendre le contrôle d'un territoire de plus en plus grand (jusqu'à 70% du territoire angolais). Luanda a brisé cet élan en faisant appel aux mercenaires de la firme privée sud-africaine Executive Outcomes (grâce aux revenus des mines de diamants) qui obtinrent des succès importants contre la guérilla. L'UNITA a ainsi été poussée à signer les accords de paix de Lusaka (1994). Le non-respect de ceux-ci par les deux parties est en train de déboucher sur une reprise de la guerre en Angola.

Les bombardements aériens coûtent très cher. Mais l'Angola peut se le permettre, en gageant ses futures recettes pétrolières ce qu'il fait déjà. En fin 1999, toutefois, Luanda enregistre une perte de 800 millions de dollars en raison de la baisse des cours du pétrole, perte qui n'est pas compensée par les bénéfices touchés en raison de la découverte de nouveaux gisements importants.

Certains analystes angolais et étrangers remarquent que le retour à la paix obligerait les dirigeants de Luanda à rendre des comptes sur leur gestion et à donner des indications sur les revenus du pétrole. Or, ceux-ci n'apparaissent pas dans le budget de l'Etat angolais et, malgré des demandes répétées des institutions financières de Bretton Woods, Luanda se refuse à faire preuve de transparence en la matière. On sait que les revenus du pétrole sont largement détournés par le pouvoir angolais et ses clients. La guerre justifiant le secret, elle peut apparaître à de nombreux hommes de pouvoir à Luanda comme préférable à la paix, qui aurait obligé à expliquer pourquoi, malgré sa richesse pétrolière, l'Angola compte une population parmi les plus pauvres du monde.

## (b) Le ZIMBABWE

### — *Une amitié de longue date*

Le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, pesait de tout son poids en faveur de son ami Kabila. Outre ses intérêts économiques, il s'agissait aussi d'une vieille solidarité idéologique, d'un engagement régional et peut-être de la revanche d'un révolutionnaire, qui avait été contraint de rentrer dans le rang.

La RDC représente pour Mugabe une dernière manifestation de solidarité internationaliste. Mugabe et Kabila avaient en effet des liens anciens liés à leur passé marxiste.

Déjà lors de la première partie du conflit, alors que Kabila avançait vers Kinshasa tout en tentant de diversifier ses appuis pour s'émanciper des Rwandais, Mugabe lui était discrètement venu en aide. Il lui avait fourni de la nourriture et des équipements produits par l'industrie militaire zimbabwéenne. Il devint le principal créancier de la guerre en avançant 200 millions de dollars à Kabila. Une fois au pouvoir, Kabila s'est trouvé dans l'impossibilité d'honorer cette dette. Il s'est alors rendu en Chine pour obtenir un prêt de 150 millions de dollars qui a été, là encore, garanti par l'engagement personnel de Mugabe.

Le Zimbabwe a été le premier pays à porter secours à Kabila lorsque ce dernier subissait défaite sur défaite face à la progression de la rébellion. Il a aussi été impliqué dans la première mission d'investigation militaire en RDC envoyée par la SADC, de même qu'il a organisé un sommet à Harare tout au début de la guerre pour tenter d'amorcer des négociations.

Le Zimbabwe a actuellement plus de 11000 hommes engagés en RDC, soit le quart des Zimbabwe Defence Forces (ZDF)<sup>1</sup>. C'est le principal soutien militaire du régime de Kinshasa. Chaque semaine, des vols assurent la liaison aérienne entre les deux pays, fournissant matériel, munitions, pétrole et vivres aux combattants zimbabwéens dont le quartier général se trouve à Lumumbashi, capitale de la province méridionale du Katanga et centre de l'industrie minière. Les hommes des ZDF opèrent surtout, mais pas exclusivement, sur la ligne reliant Lumumbashi et Mbuji-Mayi, capitale de la province du Kasai oriental, au cœur même de la région diamantifère<sup>2</sup>.

En intervenant en RDC aux côtés de Laurent Désiré Kabila, puis maintenant de Joseph Kabila, le Zimbabwe a plusieurs objectifs et intérêts à défendre.

---

<sup>1</sup> L'Intelligent n°2091 du 6 au 12 février 2001

<sup>2</sup> L'Intelligent n°2091 du 6 au 12 février 2001

– *Les accords de la SADC*

Tout d'abord, les membres de la SADC sont liés par des accords de défense en cas d'agression. Officiellement, le Zimbabwe, comme la Namibie et l'Angola, sont intervenus à la demande du nouveau membre de cette organisation, la RDC, pour protéger ce pays d'une agression extérieure. Il faut noter cependant que d'autres membres (Afrique du Sud, Tanzanie, Mozambique, Botswana, Lesotho, Swaziland, Malawi, les Seychelles, Maurice, Zambie) ont adopté des attitudes beaucoup plus neutres.

– *Des intérêts économiques*

Ensuite, les intérêts de Mugabe sont bien entendu économiques. De nombreuses sources font état de juteuses affaires communes qu'auraient entreprises Kabila et Mugabe avec leurs fils Léo Mugabe et Joseph Kabila. Plusieurs sources évoquent également des intérêts miniers : un accord aurait été conclu entre Zimbabwe Defence Industries et la Gécamines, portant sur le raffinage du cuivre au Zimbabwe, permettant ainsi de rentabiliser les capacités sous-employées de ce pays. On évoque aussi un commerce de cobalt auquel le clan Mugabe serait intéressé. N'oublions pas non plus que le barrage hydroélectrique d'Inga en RDC fournit 30 % du courant utilisé par le Zimbabwe et que la population de RDC représente un marché potentiel de près de 50 millions de consommateurs.

Si les autorités de Harare ne cessent d'encourager les entrepreneurs zimbabwéens à rentabiliser les liens commerciaux entre les deux pays, les accords conclus ne sont pas nécessairement stables et pourraient être remis en cause par Joseph Kabila et son nouveau gouvernement, notamment dans le cadre d'un accord de pays. C'est bien pour cela que le retrait des troupes zimbabwéennes n'est pas d'actualité. Depuis la mort de Laurent Désiré Kabila, le président Mugabe et son ministre de la Défense, Moven Mahachi, multiplient les assurances à l'adresse de Kinshasa quant au maintien de leurs soldats en RDC. L'enjeu des ressources minières figure parmi les raisons du maintien actuel du statu quo.

Le Zimbabwe, comme l'Angola et la Namibie ne voit en Joseph Kabila, le successeur de son père assassiné, que le continuateur d'un système dont ils sont, directement ou indirectement, les principaux bénéficiaires<sup>1</sup>.

– *Des intérêts politiques*

Sur un plan politique, le Zimbabwe a intérêt à maintenir sa présence en RDC et ses couloirs commerciaux pour pouvoir prétendre au leadership de la région ou tout du moins contester celui de l'Afrique du Sud et de l'Ouganda. Une alliance avec la RDC pourrait compenser aux yeux du Zimbabwe la perte d'influence subie au Mozambique qui a basculé dans la zone d'influence de l'Afrique du Sud.

Mais, il semble aussi que cette guerre en RDC vienne faire diversion des difficultés internes et problèmes de légitimité rencontrés par Mugabe. Selon certains observateurs, l'opération serait bienvenue par le pouvoir à Harare, pour « occuper » les militaires qui commençaient à s'agiter devant la détérioration de la situation économique.

– *Un pari risqué*

Toutefois, le président Mugabe joue gros dans cette intervention. En effet, l'entrée en guerre du Zimbabwe amenuise ses chances de recevoir l'aide financière qu'il a demandée aux donateurs, dont l'Union Européenne, pour acheter des terres aux fermiers blancs afin d'en redistribuer aux démunis noirs. De plus cette guerre risque de grever encore plus le budget d'un état qui n'a pas une grande capacité d'endettement et contrairement à l'Angola ne dispose pas des revenus du pétrole.

Enfin, la guerre risque de ternir singulièrement l'image du Zimbabwe en raison des exactions que commettent ses forces armées en RDC et qui sont dénoncées par le secrétaire général d'Amnesty International.

---

<sup>1</sup> *Economia* n°4 – Février 2001

## (c) La NAMIBIE

– *Le seul intérêt économique au détriment d'un mécontentement intérieur.*

La Namibie est dans une situation comparable à celle du Zimbabwe. Si Sam Nujoma et Kabila entretenaient de bonnes relations et avaient des intérêts économiques communs, la Namibie n'a pas d'intérêt vital à défendre au Congo. Les premiers morts de la guerre ont donc été particulièrement mal acceptés par l'opinion publique. Celle-ci s'indigne également que l'envoi des troupes ait été décidé sans qu'il en soit discuté au Parlement. Ce dernier s'est ensuite rattrapé puisque, fin septembre, selon la presse namibienne, le parti d'opposition DTA interrogeait le gouvernement sur les intérêts miniers au Congo du beau-frère de Sam Nujorna, Aaron Mushimba. Le DTA a également mis en cause les intérêts, dans la guerre congolaise, de Quando Holdings, une compagnie liée au parti au pouvoir, la SWAPO (South West African People's Organisation).

Une partie de l'opinion craint, par ailleurs, les conséquences de l'entrée en guerre de la Namibie. Ainsi, le 4 septembre 98, le journal "The Namibian" indiquait que des troupes de l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola), la guérilla angolaise, avaient amassé des tanks et de l'artillerie à la frontière namibienne et menaçaient d'attaquer la localité de Rundu si les troupes namibiennes ne quittaient pas le Congo. Interrogé à ce sujet, le ministre namibien de la Défense avait indiqué : "Je m'occupe des gros, gros problèmes. Je ne m'occupe pas de l'UNITA. Pour moi (ce déploiement) n'est pas un problème. L'UNITA est en train de mourir et n'est pas une menace pour nous". Dans le même temps, l'UNITA a repris la guerre en Angola.

– *Une présence symbolique*

La Namibie, allié historique de l'Angola depuis l'époque de la lutte contre l'apartheid, dispose d'une présence symbolique de 1600 à 2000 hommes dans le Nord-Ouest de la RDC.

(d) Le SOUDAN<sup>1</sup>– *Un acteur indirect du conflit*

Le Soudan est devenu un acteur indirect de la guerre en RDC de deux manières. Tout d'abord en finançant les trois mouvements de guérilla anti-Museveni d'Ouganda et en essayant de les fédérer. Ensuite, en acceptant d'appuyer le gouvernement de Kabila dans la guerre qui l'oppose à la coalition rwando-ougandaise.

Ces trois mouvements sont :

- **Allied Democratic Forces (ADF)** : Mouvement formé de membres d'une secte fondamentaliste musulmane<sup>2</sup>, Salaf Tabliq, et des résidus de la National Army for the Libération of Uganda (NALU) d'Amon Bazira. Lors de l'offensive rwando-ougandaise de septembre - octobre 1996 contre le Kivu, alors que ces pays étaient les alliés de Kabila, l'ADF avait été repoussée dans les monts Ruwenzori. Mais, au cours des deux dernières années, l'ADF a repris force et en menant plusieurs attaques sanglantes contre l'Ouganda, plus particulièrement dans la région de Kasese. Ces attaques se sont faites au départ du territoire RDC.
- **West Nile Bank Front (WNBF)**: Ce mouvement est formé de fidèles d'Idi Amin Dada (renversé en 1979 par l'armée tanzanienne) et est actif dans le Nord-Ouest de l'Ouganda. Il a également des bases arrières en RDC.
- **Lord's Resistance Army (LRA)**: Héritier du « Holy spirit mouvement » de la prêtresse Alice Lakwena, ce mouvement est aujourd'hui dirigé par Joseph Kony, qui veut que le pays soit dirigé selon les dix commandements de la Bible. Il regroupe surtout des gens d'ethnie Acholi, frustrés par la perte du pouvoir suite à la victoire de Museveni, en 1986. Ce mouvement s'est surtout fait connaître par sa grande cruauté et sa préférence pour le recrutement forcé d'enfants, plus aisément fanatisables par la peur. Il est surtout actif dans le Nord du pays (Gulu

<sup>1</sup> L'atlas des guerres 2000 – Les vraies menaces du 3<sup>ème</sup> millénaire – Edition Michel Lafon – Pascal Boniface et l'IRIS – Page 134

<sup>2</sup> Le Monde Diplomatique – Juillet 98 – Convoitises multiples sur le Kivu – Gérard Prunier

et Kitgum) où la terreur qu'il fait régner empêche le travail des champs et appauvrit considérablement la région.

Le Soudan reproche lui-même à l'Ouganda de soutenir la guérilla du Sud Soudan (Sudanese People Liberation Army, SPLA), formée de chrétiens et d'animistes noirs qui rejettent l'imposition de la loi islamiste par Khartoum. La SPLA est ethniquement proche des habitants du Nord de l'Ouganda et recrute parmi les 350.000 réfugiés du Sud Soudan qui vivent au Nord de l'Ouganda.

En septembre 2000, Museveni a indiqué que ses troupes tenaient les principaux aéroports de l'Est de la RDC, pour empêcher les Soudanais de s'en servir contre l'Ouganda. Il ajoutait que des informations indiquaient la présence de soldats soudanais à Isiro (province orientale de la RDC frontalière avec le Soudan et l'Ouganda) ce qui a été confirmé par des sources humanitaires.

Le 1 septembre 1998, un journal pro gouvernemental soudanais affirmait que le président Kabila avait rendu secrètement visite à Khartoum le 28 août, pour y chercher de l'aide. Le 2 septembre, une manifestation de 300 moudjahidins présentés comme congolais a eu lieu à Khartoum. Ils demandaient d'être amenés en RDC pour lutter aux côtés de Kabila contre l'ennemi ougandais et ont remis à l'ambassade de RDC à Khartoum un mémorandum demandant la nomination de musulmans à des postes de pouvoir à Kinshasa.

— *Le fait religieux*

Le Soudan est un maillon essentiel de l'intégrisme islamique en Afrique, auquel il a permis de faire de grands progrès ces dix dernières années, notamment vers le Sud, y compris dans des pays comme le Mozambique considérés comme chrétiens. Les institutions charitables intégristes soudanaise, pilotes avancés de la stratégie de conquête islamique, sont présentes depuis plusieurs années en RDC et recrutent aisément de nouveaux « croyants » en échange d'aide alimentaire aux plus démunis. La RDC dévastée par la crise économique, est entrée depuis quelques années dans une vague de fanatisme religieux. Des dizaines de sectes évangélistes, issues ou copiées des sectes américaines, recrutent ouvertement au sein de la population. Le succès des musulmans est moins spectaculaire que celui des sectes évangélistes et pentecôtistes mais il est néanmoins très remarqué dans les grandes villes. Les

musulmans congolais affirment être 8 millions sur une population totale de quelque 45 millions.

– *L'ennemi des USA*

Les Etats-Unis considèrent le Soudan comme leur principal adversaire en Afrique. Toute la politique de Washington dans la région a consisté à construire des alliances avec les voisins du Soudan afin d'isoler Khartoum politiquement et économiquement. Si la présence du Soudan dans le conflit congolais se confirmait, il est vraisemblable que l'Ouganda et le Rwanda bénéficieraient d'un soutien américain accru ce qui ne favoriserait pas l'apaisement de la guerre.

(e) Le TCHAD

– *Un besoin, pour Kabila, d'avoir un allié de la sphère francophone*

Au cours du mois de septembre 1999, le président Kabila, à la recherche d'alliés, s'est rapproché de l'Afrique francophone, qu'il avait dédaignée jusque là. Sous le regard bienveillant de la France, qui y voit une occasion de reprendre pied dans une région où elle a perdu de l'influence depuis le génocide de 1994 au Rwanda, le sommet de Libreville, au Gabon, a appuyé Kinshasa. Quelques jours plus tard – N'Djaména le reconnaîtra début octobre – le Tchad envoyait un millier de soldats au Congo.

– *Un espoir d'être récompensé, mais (trop) chèrement payé*

Enfin, on ne peut exclure que le Tchad, pauvre, espère voir récompenser le « riche » Congo sa bonne volonté d'aujourd'hui. Mais ce contingent aurait subi de lourdes pertes dans des affrontements.

## (f) La LIBYE

– *Sortir de l'isolement international imposé par les USA*

Les liens de solidarité de type « marxiste – nationaliste » qui aurait pu exister entre Kabila et Khadhafi ne suffisent pas à expliquer le soudain intérêt du leader libyen pour la RDC. Il est beaucoup plus probable qu'il ait vu dans cette crise un moyen et une occasion de sortir de son isolement international dans lequel l'ont placé les Etats-Unis.

Ainsi, Khadhafi a organisé un mini sommet sur la RDC le 30 septembre 1998. De même, la Libye aurait pris en charge le transport des troupes tchadiennes en RDC. Ces actions élargissent de fait le mouvement créé par le refus de l'OUA de respecter encore l'embargo aérien contre la Libye décrété par l'ONU à la suite de l'attentat de Lockerbie. Par ailleurs, d'aucuns voient dans cette implication dans le conflit congolais une possible monnaie d'échange dans les tentatives de normalisation des relations entre Tripoli et Washington : La Libye se retirerait de RDC en échange de ...

Enfin, et cela peut avoir de l'importance, Khadhafi est un allié du colonel burundais Bagaza, ex-président du Burundi et principal rival politique du major Buyoya. L'implication du Burundi, même si elle n'est pas très importante peut ainsi compter.

## (3) Les autres intervenants

## (a) L'AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud de Mandela est un pays qui vise le « leadership » de superpuissance dans tout le continent africain. Ceci pose évidemment quelques réticences de la part de ses plus proches voisins, Zimbabwe, Kenya et Angola entre autres. Economiquement et aussi politiquement Mandela veut jouer un grand rôle. Mais quelques ambiguïtés et contradictions émaillent son action.

– *Le rôle dans la première partie du conflit (Guerre de libération)*

Pour l’Afrique du Sud, la transformation du Congo a nourri des espoirs de coopérations économique et politique. Elle a représenté sa première démarche diplomatique, non sans faux pas.

Mandela président, l’Afrique du Sud n’a pas voulu s’engager dans la crise au Rwanda (génocide) en 1994 en fournissant des troupes pour la relève des contingents ONU. Mandela s’est contenté de fournir des armes au nouveau régime rwandais en 1996 qui ont probablement été utilisées dans la guerre au Kivu. Mais elle répond présente pour une action en RDC, car ce pays vaste possède des ressources naturelles intactes malgré l’affaiblissement de l’état suite aux années Mobutu.

Mandela est inspiré par deux options contradictoires : le désir de ne pas humilier Mobutu et celui de soutenir l’espoir que représente Kabila. En effet, Mandela est un homme fidèle qui se souvient que Mobutu a aidé financièrement l’ANC durant la lutte de libération anti-apartheid. De même, Kabila n’est pas un inconnu pour les dirigeants Sud-Africains : lors de son séjour en Tanzanie, Kabila a eu des contacts avec l’ANC en exil et, en 1996, il a été soutenu par tous les amis de Mandela, Nyerere, Dos Santos, Mugabe.

Ainsi, durant la guerre de libération du Congo-Zaïre, Mandela s’est efforcé de répondre à trois exigences apparemment antinomiques : promouvoir la négociation politique, tout en sachant que durant ce temps les troupes de Kabila ne cessaient de gagner du terrain, éviter à tout prix le bain de sang à Kinshasa et enfin épargner à Mobutu l’humiliation totale.

Une étrange médiation est tentée entre Kabila et le régime de Mobutu qui aboutira à la fin au succès total de l’une des parties. Mandela sera le premier à reconnaître le nouvel Etat et la présidence de Kabila. Il appuie ensuite l’entrée du Congo-Kinshasa dans la SADC, en 1997, parce qu’il pensait que l’intégration dans un ensemble économique et politique favoriserait la stabilisation de la RDC.

– *Le rôle dans la deuxième partie du conflit (La rébellion)*

Mais, Mandela refuse plus tard l'envoi de troupes pour venir à l'aide de Kabila contre la rébellion qui débute en 1998. Il insiste toujours pour qu'on trouve une solution diplomatique à ce second volet du conflit. En effet, le régime de Prétoria craint tout particulièrement une confrontation ouverte entre deux pôles régionaux, la coalition rwando-ougandaise et l'Angola, et ainsi joue la carte du « sage africain ». Mandela évite ainsi soigneusement de répondre aux provocations ouvertes de Mugabe, afin de ne pas aggraver les divisions apparues à la faveur de la guerre congolaise, au sein de la SADC. En effet, le parti de Mugabe au Zimbabwe a une longue histoire de malentendus et de conflits avec l'ANC de Mandela. L'évolution en RDC approfondit encore plus cet antagonisme : le Zimbabwe, s'affichant comme un allié inconditionnel de Kabila, dénonce l'hypocrisie de l'Afrique du Sud qui a autorisé le séjour et les mouvements des généraux Mobutistes. L'unité de l'organisation inter-Etats d'Afrique australe SADC, est ainsi remise en cause par la guerre en RDC.

La diplomatie Sud-africaine est, comme nous l'avons vu, sujette à caution, mais la neutralité des discours n'est qu'apparente.

Ayant fourni des armes au Rwanda, elle entretient aussi de bonnes relations avec le président Museveni. De même, une action plus clandestine est dénoncée par les médias spécialisés. Selon des journalistes<sup>1</sup>, plusieurs sociétés privées Sud-Africaines de mercenaires (consortiums réunissant des activités de mercenariat, de ventes d'armes, de mines, de transport) interviennent dans la guerre congolaise. Exécutives Outcomes –la plus connue d'entre elles, qui travaille déjà pour le gouvernement angolais – a, disent les journalistes, conduit les forces qui devaient reprendre le barrage d'Inga aux rebelles. Des contacts auraient eu lieu entre cette société et Kinshasa pour une assistance en combat aérien et la protection rapprochée de personnalités. Une autre société, non nommée, a envoyé une centaine de mercenaires blancs au Katanga, pour y défendre des points stratégiques. D'autres sources dévoilent la présence de mercenaires sud-africains de la firme Security Lining à Manono au Katanga, ville d'origine du président Kabila.

---

<sup>1</sup> Mail and Guardian , 28 août 1998

Mais, et cela témoigne de l'ambiguïté du rôle de l'Afrique du Sud, d'autres sociétés travaillent pour l'autre camp : Une société de Johannesburg, dirigée par d'anciens membres des services secrets, a aidé l'Ouganda à acquérir des transports de troupes blindées. Un des dirigeants de cette société aurait vendu des armes à des Mobutistes. La présence des sociétés mercenaires sud-africaines sur le théâtre de guerre congolais apparaît au minimum comme un échec pour le gouvernement de Pretoria, qui avait promis de subordonner l'activité de ces sociétés dans un pays étranger à l'accord du pouvoir politique. La crédibilité de l'Afrique du Sud est en jeu si certaines compagnies sud-africaines travaillent avec les deux camps et qu'en même temps, le gouvernement appelle aux négociations pour terminer la guerre. A moins que cela soit voulu !

(b) Le BURUNDI<sup>1</sup>

- *Deux objectifs : Lutter contre les rebelles en RDC et contourner l'embargo régional*

La présence de troupes burundaises en RDC a été signalée à plusieurs reprises mais, si l'on en juge par le peu d'insistance de Kinshasa, elle serait de peu d'importance. En effet, d'un côté Kabila s'est avéré être un allié sûr contre l'embargo régional, de l'autre l'armée burundaise coopère régulièrement avec l'armée rwandaise. Si les troupes burundaises sont présentes de l'autre côté de la frontière en RDC, c'est pour des raisons bien précises. La première consiste à mener des actions de police au Sud-Kivu, où il existe des groupes de rebelles burundais. La seconde consiste à sécuriser cette frontière qui est une des voies de contournement principales de l'embargo régional qui est imposé par ses voisins à ce pays.

---

<sup>1</sup> L'atlas des guerres 2000 – Les vraies menaces du 3<sup>ème</sup> millénaire – Edition Michel Lafon – Pascal Boniface et l'IRIS – Page 126

## (c) Le CONGO-BRAZZAVILLE

– *Limitrophe et dépendant de la RDC*

Le conflit qui déchire la RDC pèse de plus en plus lourdement sur les pays limitrophes, et sur le Congo-Brazzaville en particulier. En effet, ce pays est totalement dépendant de la RDC pour ses besoins en carburants. Le président Congolais Sassou Nguesso craint d'avoir à subir les conséquences directes des combats qui opposent les troupes loyalistes au MLC soutenu par l'Ouganda dans la province de l'équateur. Ces affrontements qui durent depuis le mois de mai 2000, ont déjà entraîné la paralysie totale du trafic fluvial sur l'Oubangui, les FAC n'hésitant pas à arraisonner les barges qui se risqueraient dans la zone des combats. Simultanément, près de 120000 réfugiés ont déjà franchi le fleuve en provenance de RDC et se sont installés sur la rive d'en face, essentiellement dans la province congolaise de la Likoula<sup>1</sup>.

Désorganisation des réseaux commerciaux, entraves à la circulation des personnes et des biens, encouragement des haines interethniques... les autorités de Brazzaville ont de quoi être inquiètes face à la tournure que prend la guerre.

(4) La communauté internationale<sup>1</sup>– *Un manque de volonté réelle d'intervenir*

Il faut bien reconnaître que dans ce conflit, la communauté internationale n'a pas eu une attitude bien efficace. Déjà, lors du génocide rwandais en 1996, de nombreux observateurs avaient dénoncé une désertion morale de cette communauté. Dans cette partie de

---

<sup>1</sup> L'Intelligent n° 2078 du 7 au 13 novembre 2000

l'Afrique est ainsi né le sentiment que l'ONU et à travers elle, l'ensemble de la communauté internationale, sont, au mieux impuissants, au pire indifférents.

En avril 1995, lorsque le nouveau régime de Kigali massacra plus de 4000 personnes à Kibeho, la communauté internationale, là aussi, resta étrangement passive. Plus tard, lorsque l'armée rwandaise attaqua les camps de réfugiés en RDC, en tuant un certain nombre d'entre eux et en forçant au retour 600 000 personnes, la communauté internationale s'agita quelques semaines en tentant confusément d'organiser une force militaire d'interposition.

– *La rivalité franco-américaine interdit toute intervention*

Mais des divergences sur la situation sont apparues au sein de cette communauté. La France, au nom de la lutte contre l'influence « anglo-saxonne », se souciait de sauver le régime de Mobutu. Les USA comptaient, au contraire, sur les militaires rwandais pour faire d'une pierre deux coups, résoudre dans un même élan le problème des camps et celui d'un dictateur zaïrois vieillissant que Washington avait certes aidé à prendre le pouvoir, mais qui, avec la fin de la guerre froide, était devenu compromettant. Cette rivalité franco-américaine à propos de Mobutu, avec lequel la France identifiait le maintien de son influence en Afrique, finit par faire avorter toute formation d'une force d'intervention internationale.

– *La communauté internationale impuissante face aux massacres ethniques*

C'est dans ce climat de paralysie convenant parfaitement au régime de Kigali, qu'en 1997, Kabila a renversé MOBUTU. L'ONU tenta alors de renouer des liens avec le nouveau régime en place à Kinshasa, mais cette organisation se heurta aux difficultés pour faire la lumière sur des disparitions massives de réfugiés Hutus lors du coup d'état. En octobre 1997, l'ancien ambassadeur britannique à Nairobi, un des envoyés spéciaux des Nations Unis déclarait « Nous sommes coincés au fond d'une boîte et nous ne savons pas comment en sortir ».

Fin juillet 1998, Kabila en tentant de se libérer de sa tutelle rwandaise a remis le feu aux poudres et un nouveau conflit a vu le jour. La réaction de la communauté internationale fut, là aussi, très timide. Le 31 août 1998, le Conseil de sécurité se contenta dans une

---

<sup>1</sup> Géopolitique Africaine n°1 hiver 2000/2001 Gérard Prunier La première guerre inter-africaine

déclaration de demander l'arrêt des hostilités et l'ouverture de négociations. La France obtint des belligérants des déclarations d'intention de paix lors du sommet franco-africain de Paris fin novembre 98. La présence de Tony Blair en Afrique en février 99 et la conférence ministérielle africaine qui réunit 46 pays à Washington en mars 99 sont autant d'évènements qui n'ont eu quasiment aucune influence sur le cours des hostilités.

– *1999, la première résolution de l'ONU et les accords de Lusaka : Des écrits sans efficacité.*

Ce n'est qu'en avril 99 que les Nations Unies sont parvenues à voter une résolution (1234). Celle-ci fut mal perçue par Kabila car elle ne mettait pas suffisamment en évidence l'intrusion des forces rwandaises et ougandaises.

L'accord de Lusaka fut signé entre le 26 juin et le 31 août 99. Les belligérants n'étaient guère désireux de faire la paix, mais ils n'hésitèrent pas à signer, bien déterminés à ne respecter que les clauses qui leur seraient favorables.

– *Les accords embourbés*

Après les accords de Lusaka, la première initiative de la communauté internationale fut de voter la résolution n° 1279 des Nations Unies, le 30 novembre 1999. Après avoir réprouvé le non-respect du cessez-le-feu par les belligérants, ce texte se contentait de créer un corps de 500 observateurs, la Mission d'Observation des Nations Unies au Congo (MONUC). Seule la RDC demeurait soumise à des sanctions économiques. Le régime de Kabila était puni pour avoir refusé l'enquête sur les massacres de réfugiés Hutus rwandais, commis entre 96 et 97, alors qu'il était l'allié du FPR Tutsi. On oubliait alors que les massacres avaient été commis par ce même FPR qui combat maintenant le régime de Kinshasa et se trouvait dans le texte de l'ONU récompensé un peu vite pour son action contre ce régime. Ce traitement était pour le moins inéquitable.

Le 17 janvier 2000, l'organisation internationale décida l'envoi de 5537 casques bleus dans l'immense RDC. Cette décision fut formalisée par la résolution 1291 du 24 février 2000. L'Américain Richard Holbrooke entrepris du 02 au 08 mai une grande tournée en Afrique pour tenter d'obtenir l'application de ce texte. Au moment même où commençait sa tournée, les armées ougandaises et rwandaises s'affrontaient dans les rues de Kisangani à

propos du partage du butin congolais. Le diplomate le déplora, mais ses regrets ne furent suivis d'aucune mesure concrète.

Lorsque finalement, le 16 juin 2000, les Nations Unies votèrent la résolution n° 1304 qui demandait enfin le retrait des troupes ougando-rwandaïses de RDC, les diplomates britanniques et américains insistèrent pour qu'aucune date butoir ne soit mentionnée, reléguant le texte au rayon des vœux pieux.

– *Une certaine complaisance entre la communauté internationale et le régime de Laurent Désiré Kabila*

Malgré son sombre bilan dans le domaine des droits de l'homme, Laurent Désiré Kabila aura bénéficié d'une certaine élasticité morale de la communauté internationale. Lié une fois explicitement, et très souvent implicitement, à des massacres de civils, Hutus, puis Tutsis, dans son pays, le président congolais n'en a jamais subi les conséquences. L'instabilité politique et militaire dans la région des grands lacs, la crainte de l'éclatement de la RDC et surtout le sentiment collectif de culpabilité à la suite du génocide de 1994 au Rwanda ont contribué à la décision de la communauté internationale de ne pas harceler M. Kabila dans le domaine des droits de l'homme.

Les uns après les autres, les rapports des commissions d'enquête de l'ONU et ceux des organisations non gouvernementales ont été publiés à New York, réfutés à Kinshasa, présentés, pour la forme, au conseil de sécurité puis oubliés. Le temps ayant passé, la pression internationale sur le gouvernement de Kinshasa s'est érodée et a été remplacée par une nouvelle « compréhension » de sa position et de ses arguments, qui consistait à faire apparaître la défaillance collective dans la région, avant et après le génocide rwandais.

Récemment, le Conseil de sécurité a été chargé par l'instance onusienne d'élucider l'exploitation des ressources naturelles de la RDC, un panel d'experts devrait bientôt rendre ses conclusions, à l'exemple des rapports récemment publiés au sujet de l'Angola et de la Sierra Léone, et pourrait recommander des sanctions contre les Etats contribuant au pillage des ressources minières de la RDC<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> L'Intelligent n°2091 du 6 au 12 février 2001

– *Un bilan négatif*

Au bilan, par son ignorance du terrain, sa rhétorique rarement suivie de mesures concrètes, sa partialité envers le Rwanda – pour s’excuser à contretemps d’avoir couvert un génocide – l’absence de toute pression financière sur certains protagonistes et les sanctions prises vis-à-vis d’autres, la communauté internationale ne sort pas grandie de ce conflit en RDC.

– *La mort de Laurent Désiré Kabila, un nouveau départ pour la communauté internationale ?*

Le successeur de Laurent Désiré Kabila, son fils Joseph a débuté ses fonctions en recherchant une certaine reconnaissance de la communauté internationale, au cours de la première semaine de février 2001. En se positionnant coup sur coup comme l’interlocuteur kinois du président français Jacques Chirac, du général Colin Powell, du secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, du roi des Belges Albert II et de son Premier ministre Guy Verhofstadt, son habileté politique a été remarquée et il possède désormais une certaine onction euro-américaine. On peut maintenant s’interroger sur l’ampleur du soutien qu’apportera la communauté internationale à la mise en œuvre du processus de paix, suite aux signes d’ouverture, fortement appréciés, du nouveau président de la RDC.

Pour les Etats-Unis, la situation dans la région est inédite. En effet, Washington dispose d’amis potentiels dans toute la région. Après avoir tissé des liens privilégiés avec l’Ouganda et le Rwanda à l’Est, puis avec l’Angola à l’Ouest, le département d’Etat tient l’occasion de parachever son leadership sur les rives du Congo. La Belgique occupe le terrain conformément aux objectifs américains qui attendent un service diplomatique minimal jusqu’à une éventuelle embellie dans le processus de paix. Quant à la France, elle demeure relativement discrète. L’escale de Joseph Kabila à Paris est apparue plus médiatique que politique<sup>1</sup>.

Entre francophonie et anglophonie, à la croisée des chemins d’Afrique centrale, australe et orientale, Joseph Kabila devra faire des choix qui orienteront les politiques de la communauté internationale.

---

<sup>1</sup> L’Intelligent n°2092 du 13 au 19 février 2001

## Conclusion

### I) Les scénarii de sortie de crise

Au terme de cette « autopsie », il semble difficile de déterminer avec certitude l'évolution prochaine du conflit. L'imprévisibilité et la soudaineté des événements, comme l'assassinat de Laurent Désiré Kabila et la récente accession de son fils, Joseph, au pouvoir, peuvent, à tout moment, modifier la donne. Avec beaucoup de prudence, je vais tenter de définir les quelques scénarii qui pourraient s'envisager.

– *Un scénario idéal mais irréaliste.*

Tout d'abord voici le scénario idéal d'une sortie de crise en douceur. La communauté internationale parvient à mettre en place des troupes au mandat international et obtient un retrait du territoire de la RDC des troupes étrangères. Ces troupes de l'ONU permettent, en coopération avec le Rwanda, l'Ouganda et l'Angola, la sécurisation des frontières communes et le contrôle des rebelles. Elles s'interposent de plus entre les combattants de l'intérieur de la RDC.

Des négociations externes sur la sécurité et internes pour la réconciliation du peuple de la RDC sont mises en œuvre et permettent à terme la composition d'un gouvernement de transition représentatif des groupes ethniques et des régions. La mise en place d'un processus vers des élections est alors possible.

La RDC peut enfin sortir du chaos et miser sur ses matières premières pour se reconstruire un avenir.

Ce scénario me semble cependant totalement irréaliste en raison des intérêts indéniables qu'ont les belligérants à poursuivre leur occupation du territoire de la RDC. De plus, même si un retrait des troupes étrangères s'amorçait, je pense que les rancœurs ethniques ne tarderaient pas à remettre le feu aux poudres. Cette nouvelle tension justifierait facilement un retour des troupes étrangères sous un prétexte sécuritaire. Les troupes de l'ONU n'auront pas le volume suffisant pour empêcher un tel déroulement.

- *La fragmentation de la RDC actuelle, voire une redéfinition des frontières*

Un statu quo se fait entre les alliés du régime de Kinshasa à l'ouest et au centre de la RDC, et à l'est avec la coalition rwando – ougando – rebelle. L'exploitation des richesses de la RDC perdure et motive tous ces intervenants. La communauté internationale ne réagit toujours pas ou, au mieux, envoie un contingent de soldats en nombre si réduit qu'il n'aura aucune efficacité sur le terrain. La partition est alors consommée et l'on peut assister à une redéfinition des frontières. Cependant, les problèmes ethniques sont loin d'être résolus. Ils s'empirent d'ailleurs en raison des nombreuses rancœurs nées de tant d'années d'occupation et de conflit.

Le résultat de ce scénario est une fragmentation de la RDC avec une longue période d'instabilité et de nombreux débordements ethniques à prévoir. Il est plus en rapport avec ma vision de l'évolution du conflit.

- *Une stabilisation à court terme qui entraînera l'instabilité à long terme et la partition.*

Dans ce scénario, un statu quo se fait, là aussi, entre les alliés du régime de Kinshasa à l'ouest et au centre de la RDC, et à l'est avec la coalition rwando – ougando – rebelle. Mais il aboutit à l'ouverture de négociations entre les belligérants. Chacun transforme ses troupes d'occupation en troupes d'interposition. La stabilité, du moins apparente, permet aux divers intervenants de poursuivre l'exploitation économique des régions sur lesquelles ils stationnent. La souveraineté congolaise apparaît encore plus faible. L'exemple de l'Afrique de l'Ouest, où des forces d'interposition au Liberia et en Sierra Leone étaient menées par le Nigéria, a montré le risque de voir s'affirmer un impérialisme régional. Le risque d'éclatement du pays demeure.

Dans cette hypothèse, les problèmes ethniques sont exacerbés, car les forces d'interposition sont celles qui ont mené les nombreuses exactions dans la RDC. Cette solution n'est donc pas viable et aboutira à un réveil du conflit ou à l'éclatement du pays.

Ce scénario est en rapport avec ma vision des choses, mais se heurte toutefois à la difficulté que j'ai à envisager un dialogue entre les ennemis d'aujourd'hui.

– *Le cas improbable de la suprématie d'un camp sur l'autre*

Enfin, un scénario peut voir la suprématie d'un camp sur l'autre. Depuis le début de ce conflit, aucune des coalitions n'a montré une suprématie sur l'autre. Pour y parvenir, il faudrait accentuer l'effort de guerre. Or, les opinions publiques des pays belligérants sont déjà pour la plupart, hostiles à la participation actuelle de leurs troupes. De plus, cet accroissement d'intensité dans le conflit pourrait réveiller la communauté internationale et entraîner des sanctions politiques et économiques que les gouvernements ne souhaitent pas. Enfin, la solution de partition actuelle semble convenir à chacun qui sans s'engager trop avant, profite des richesses économiques de la RDC. Ce scénario ne me semble donc pas probable.

## II) Ma vision de l'issue du conflit

Parmi ces scénarii, certains me paraissent hautement improbables à l'issue de cette étude des motivations de chacun. La République Démocratique du Congo est un pays bien trop grand et si riche en matières premières pour que la convoitise de ses voisins ne soit pas attisée. La partition de fait est déjà établie sur le terrain et le problème ethnique est arrivé à un tel degré d'exacerbation qu'il sera impossible de faire machine arrière.

Aussi au terme de cette étude je pense que l'éclatement de ce pays est inéluctable, ce qui justifie maintenant le titre « d'autopsie d'un géant démembré ». Mais il ne faut pas se le cacher, la partition de la RDC ne va pas estomper le problème ethnique. La période d'instabilité dans cette région, déjà longue, a encore malheureusement beaucoup d'avenir.

# Annexes

# Données géographiques

La République démocratique du Congo (l'ex-Zaïre), appelée aussi le Congo-Kinshasa pour la différencier du Congo-Brazzaville (ou république du Congo), est un pays d'une grande superficie de 2,3 millions de km<sup>2</sup>, soit un peu moins de cinq fois la France. C'est le troisième pays d'Afrique en superficie après le Soudan et l'Algérie. Il est limité à l'Ouest par le Congo-Brazzaville, au Nord par la République Centrafricaine et le Soudan, à l'Est par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie et au sud par la Zambie et l'Angola. La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays quasiment enclavé, à l'exception de l'accès à l'océan Atlantique permis par les quelque kilomètres carrés de la région de Cabinda.

La RDC se compose de la ville de Kinshasa ayant statut de région, et des provinces suivantes :

- Le Bandundu
- Le Bas-Congo
- Le Haut-Congo
- L'Equateur
- Le Katanga
- Le Kasai occidental
- Le Kasai oriental
- Le Maniema
- Le Kivu du Nord
- Le Kivu du sud

Le territoire de la RDC jouxte la région des grands lacs à l'Est et se place à la « frontière » des pays francophones au Nord et anglophones au sud Ouest.

## Données démographiques et linguistiques

La RDC possède une population de 49 millions d'habitants (Estimation 1998). Il compte quelque 250 ethnies qui peuvent être réparties en plusieurs groupes.

Le premier est formé par les peuples Bantous et représente environ 80% de la population. Les principales ethnies sont les Luba (18%), les Mongo (17%), les Kongo (12%) et les Rwandais Hutus et Tutsis (10%). Le reste des ethnies étant : les Lunda , les Tchokwé, les Tetela, les Bangala, les Shi, les Nande, les Hunde, les Nyanga, les Tembo et les Bembe.

Les ethnies non Bantoues se répartissent entre :

- les Soudanais ( Ngbandi, Ngbaka, Mbanja, Moru-Mangbetu et Zande)
- les Nilotiques (Alur, Lugbara et Logo)
- les Chamites (Hima)
- les Pygmées (Mbuti, Twa, Baka, Babinga)

La majorité des Congolais est de religion chrétienne. Les catholiques forment 40% de la population, les protestants, 35%, les kimbanguistes (une importante Eglise d'origine africaine), 10%. Il existe également des petites communautés musulmanes (9%), juives et grecques-orthodoxes.

Sur le plan linguistique, la RDC est l'un des pays les plus multilingues de toute l'Afrique. On dénombre 221 langues, dont 186 appartiennent à la seule famille Bantoue et les autres sont représentées par la famille nilo-saharienne.

Ce pluralisme linguistique exceptionnel peut se décomposer en trois familles :

- Les langues locales dites ethniques
- Les langues dites nationales
- La langue officielle (le français)

Tous les Congolais parlent une des quelque 200 langues ethniques. Certaines ne sont partagées que par quelque locuteurs (entre 5000 et 70000), mais trois d'entre-elles sont

utilisées par plus d'un million de locuteurs (le Luba-shaba : 1,5 million, le Ngala : 3,5 millions et le Songe : 1 million).

Les langues nationales (Kikongo, Lingala, Swahili et Tshiluba) bénéficient d'une plus grande audience et découpent le pays en quatre aires linguistiques :

- Swahili : 9 millions de locuteurs, régions de l'Est.
- Lingala : 8,5 millions de locuteurs, région de Kinshasa, du Moyen-Congo et du Haut-Congo
- Kikongo : 2 millions de locuteurs, région du Bas-Congo et du Bandundu
- Tshiluba : 6 millions de locuteurs, région du Kasai.

Aux langues congolaises se superpose le français, langue officielle, employé sur l'ensemble du territoire national pour la communication inter-régionale et les actes d'autorité publique (10% de la population connaît le français).

## Données Economiques

Du point de vue économique, la RDC apparaît comme un géant aux pieds d'argile. Elle se situe dans les premiers rangs des producteurs mondiaux de diamant industriel (région du Kasai) et possède une carte de visite presque unique au monde en matière de ressources naturelles. Elle produit en effet, de l'étain et des terres rares dans la région du lac Kivu et exploite des mines de cuivre (10% des réserves mondiales), de zinc, de cobalt (2/3 des réserves mondiales), de fer, d'or, d'argent, de manganèse, de plomb, de cadmium, de germanium, de radium, de nobium et de charbon.

Elle possède un potentiel hydro-électrique. D'autres productions (café, thé, hévéa, bois d'essences tropicales) complète cet éventail.

Malgré ces richesses, le pays se traîne en queue des nations sous-développées.

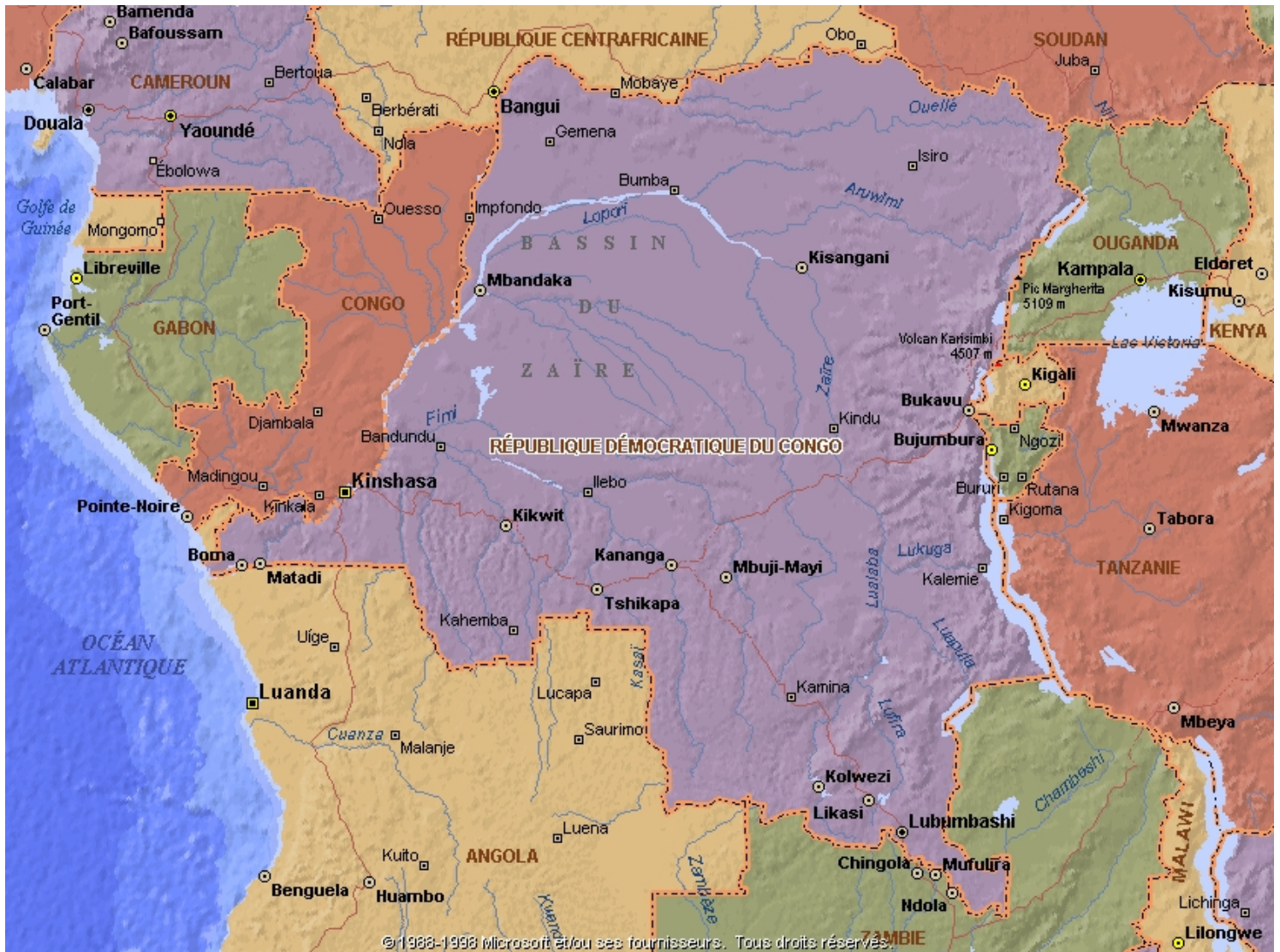
# CARTOGRAPHIE

CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO





## CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



# CARTE DES RICHESSES MINIERES



## Bibliographie

### Ouvrages

- BRAEKMAN Colette : La république démocratique du Congo dépecée par ses voisins
- L'atlas des guerres 2000 – Les vraies menaces du 3<sup>ème</sup> millénaire – Edition Michel Lafon – Pascal Boniface et l'IRIS
- L'état du monde 2000 - Edition : La découverte.

### Articles

- Courrier international n°470 du 4 au 9 novembre 1999, page 32 : Congo-Kinshasa, traité de paix, mais quelle paix ? The Economist Londres
- Courrier international n°470 du 4 au 9 novembre 1999 : Une partition qui arrange tout le monde. Tshidlbi Ngondavi
- Courrier international n°533 du 18 au 24 janvier 2001 : « Non à la recolonisation ! ». Le Messenger.
- Courrier international n°533 du 18 au 24 janvier 2001 : Ruée vers l'or high-tech. Die Tageszeitung Berlin.
- Courrier international n°503 du 22 au 28 juin 2000, page 37 : Congo-Kinshasa : un génocide est en cours à Kinsangani. Colette BRAECKMAN.
- ESPRIT, novembre 1998, Pages 55 à 73 : La guerre en Afrique : dépérissement ou formation de l'Etat ? Jean François BAYART

- Jeune Afrique / L'intelligent n°2072 du 26 septembre au 2 octobre 2000 : Qui veut vraiment la paix ? Ian Fisher
- Jeune Afrique / L'intelligent n°2089 du 23 au 29 janvier 2001 : Le « Kadogo » se dirige vers KABILA, dégaine et tire. Francis KPATINDE.
- Jeune Afrique / L'intelligent n°2064 du 1 au 7 août 2000, pages 26 à 31 : KAGAME parle. Jean Dominique GESLIN.
- Jeune Afrique / L'intelligent n°2066-2067 du 15 au 28 août 2000, page 54 : Kisangani, ville martyre. Jean Dominique GESLIN.
- Jeune Afrique / L'intelligent n°2078 du 7 au 13 novembre 2000, pages 38 et 39 : La guerre des autres. Jean Dominique GESLIN.
- Le Monde (jeudi 18 janvier 2001) : -1) Le cobalt, le cuivre et les diamants au secours du régime. Marc ROCHE. -2) Un président resté impuni malgré les massacres de Hutus, puis de Tutsis. Afsané Bassir., -3) Laurent – Désiré KABILA a été assassiné à Kinshasa. Stephen SMITH , -4) Une ombre de plus sur un sommet France – Afrique officiellement consacré à la mondialisation. Jean Pierre TUQUOI avec Babette STERN., -5) Pour Che GUEVARA, ce noceur, qui n'hésitait pas à se livrer à toutes sortes de trafics, aimait trop les femmes et l'alcool.
- Le Monde diplomatique Sous le choc de la « révolution congolaise ». Philippe LEYMARIE.
- Le Monde diplomatique Des matières premières toujours convoitées. François MISSER et Olivier VALLEE.
- Le Monde diplomatique janvier 1999 pages 10 et 11 Au Congo, de la rébellion à l'insurrection. Catherine COQUERY – VIDROVITCH.

- Le Monde diplomatique juillet 1998 page 14 Convoitises multiples sur le Kivu. Gérard PRUNIER.
- Le Figaro (jeudi 18 janvier 2001) KABILA remplace KABILA à Kinshasa P.S.-P , Le théâtre d'une guerre régionale. Patrick Saint-Paul , Le despote d'un royaume fantôme. Pierre PRIER.
- Le Figaro (mercredi 24 janvier 2001) Ces diamants qui saignent le continent. Thierry OBERLE , Joseph, une chance pour la paix. Envoyé spécial
- Le Figaro (février 2001) Les défis de Joseph KABILA. Adrien JAULMES.
- L'Express du 7/12/2000 Diamants, la guerre secrète. , V.H. et V.N.
- Regard européen octobre 1997 : Le Zaïre, d'une ère à l'autre. Claude JACQUEMART.
- L'Observatoire de l'Afrique centrale volume 32, numéro 30, du 14 au 20 août 2000 : Aux sources de la crise des Grands Lacs. René LEMARCHAND.
- L'Observatoire de l'Afrique centrale volume 3, numéro 39, du 23 au 29 octobre 2000 : A propos du retour de la paix en RDC. Herman COHEN accable l'administration CLINTON. René LEMARCHAND.
- Sélection documentaire du CEDOCAR, 1999 , n°333, Pages 16 et 17 : RD Congo : La balkanisation. Jean François GESLIN.
- Manière de voir, 1 janvier 2000 : Rebelles et parrain se partagent le Congo , Colette BRAECKMAN.
- Le Monde, Dossiers et documents, n°289, juillet août 2000, page 5 : La république Démocratique du Congo au cœur d'un conflit multinational.

### Sites internet

- La documentation française : [www.ladocfrancaise.gouv.fr](http://www.ladocfrancaise.gouv.fr)
- Ministère des Affaires Etrangères et coopération : [www.diplomatie.fr](http://www.diplomatie.fr)
- Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale : [www.ihedn.fr](http://www.ihedn.fr)
- Débat National République Démocratique du Congo :  
[www.congo2000.com/debat\\_national/documents](http://www.congo2000.com/debat_national/documents)
- République démocratique du Congo (ex-Zaïre) :  
[www.ciral.ulaval.ca/alx/amlxmonde/afrique/czaire.htm](http://www.ciral.ulaval.ca/alx/amlxmonde/afrique/czaire.htm)
- Voilà : L'actualité avec l'Agence France Presse / : <http://afp.voilà.fr/journal/mon> / \*\*\*\*\*.html  
(plusieurs dépêches)
- Média Congolais : [www.mediacongolais.com/analyse.html](http://www.mediacongolais.com/analyse.html)
- Le Monde diplomatique : [www.monde-dipomatique.fr](http://www.monde-dipomatique.fr)
- The National Council for Science and the Environment NCSE / Issue brief for congress /  
Congo (formerly Zaïre) : <http://www.cnie.org/nle/inter-55.html>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Histoire/chroniqu.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Histoire/gdsdaap.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Culture/Litterature/Sary01.htm>

- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Culture/Litterature/Sary01.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Politiq/recensem.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Demogra/Langues.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Demogra/ordre.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/Demogra/dmograph.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/gotransp.htm>
- CONGONLINE : <http://www.congonline.com/geo/hydrogra.htm>
- Archives de Le Soir Bruxelles : [http://www.multimania.com/licopa/guerre\\_pour\\_diamant.htm](http://www.multimania.com/licopa/guerre_pour_diamant.htm),  
<http://www.multimania.com/licopa/irin041199.htm>,  
[http://www.multimania.com/licopa/revelations\\_accablantes\\_congo.htm](http://www.multimania.com/licopa/revelations_accablantes_congo.htm),  
[http://www.multimania.com/licopa/notre\\_congo.htm](http://www.multimania.com/licopa/notre_congo.htm)
- Le millénaire, journal du Congo : <http://www.congo-brazza.com/p17.htm>
- Union pour la Démocratie et le Progrès Social UDPS : : <http://www.udps.org/Textes-forum/amnesty-010300.html>
- Digitalcongo.net : : <http://www.digitalcongo.net/actualite/00-11-07-fleau.shtml>
- Courrier international : [http://www.courrierint.com/afp/actu/\\*\\*\\*\\*](http://www.courrierint.com/afp/actu/****) (plusieurs dépêches)
- MédiasCongolais : <http://www.mediascongolais.com/politique.html>
-

Documents officiels

- Documents d'Actualité Internationale n°15 paragraphe 232 : Résolution 1304 du Conseil de sécurité sur le retrait de l'Ouganda et du Rwanda de Kisangani et la souveraineté de la RDC (New York, 16 juin 2000). Nations Unies.





–	<i>Une reconnaissance diplomatique</i>	7
	<i>IV) Un conflit ethnique</i>	7
–	<i>Les haines ethniques, un phénomène issu de la colonisation</i>	8
–	<i>Les suites violentes et incontrôlées du génocide rwandais</i>	8
–	<i>La haine ethnique, un instrument stratégique utilisé sans limite ni éthique</i>	9
–	<i>Les attermolements de la communauté internationale face aux massacres</i>	10
	<i>V) Un conflit inter étatique</i>	11
–	<i>« La première guerre mondiale africaine »</i>	11
	<i>Deuxième Partie Les raisons historiques, les acteurs du conflit et leurs vues stratégiques</i>	13
	<i>I) Données historiques</i>	13
	<i>A) <u>L'histoire jusqu'à la colonisation</u></i>	13
	<i>(1) L'histoire pré-Léopoldienne</i>	13
	<i>(2) La période Léopoldienne (1885 – 1908)</i>	14

### III

(3) Le Congo Belge (1908 – 1960)	15
B) <u>De l'indépendance à la fin du Mobutisme</u>	16
(1) Les lendemains de l'indépendance (1960 – 1966)	16
(2) Mobutu et la politique de l'authenticité	16
(3) La fin de Mobutu (1965 – 1997)	17
C) <u>La période Laurent Désiré Kabila</u>	18
II) Les acteurs du conflit en RDC	19
A) <u>Les acteurs congolais</u>	19
(1) La rébellion	19
(a) Les militaires Banyamulenge	19
(b) Les militaires issus des Forces Armées Congolaises	21
(c) Les rebelles du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD)	22
– <i>La création du RCD</i>	22
– <i>Le RCD – Goma</i>	23
– <i>Le RCD – ML ( RCD – Mouvement de Libération)</i>	24
(d) Les rebelles du mouvement de libération Congolais (MLC)	24
(2) Les acteurs locaux ralliés au régime de Kinshasa	24
(a) Les Forces Armées Congolaises	24
(b) Les Tigres katangais	25
(c) Les Ex-FAZ	26
(d) Les milices populaires	26

(3)	Les civils	27
(a)	Les Katangais	27
(b)	Les populations acquises à Kabila	28
(c)	Les populations opposées à Kabila, mais ralliées à lui depuis le début du conflit	30
(4)	Les forces neutres	30
B)	<u>Les acteurs étrangers du conflit mais parties au conflit.</u>	31
(1)	Les pays en conflit contre le gouvernement de Kinshasa	31
(a)	Le RWANDA	31
–	<i>Préoccupations sécuritaires et implication dans l'AFDL</i>	31
–	<i>De la simple présence militaire à une véritable colonisation</i>	33
–	<i>Détérioration des relations entre le Rwanda et Laurent Désiré Kabila</i>	33
–	<i>La guerre contre Kabila et l'instrumentalisation de l'ethnisme</i>	34
–	<i>L'enjeu sécuritaire mis en avant par le Rwanda</i>	35
(b)	L'UGANDA	35
–	<i>La guérilla soudanaise</i>	36
–	<i>L'influence de l'opinion publique interne</i>	36

–	<i>L'enjeu économique l'emporte malgré tout</i>	36
(2)	<i>Les alliés de Kinshasa</i>	37
(a)	L'ANGOLA	37
–	<i>La RDC, une base de l'UNITA</i>	37
–	<i>Une puissance régionale aidée par les revenus du pétrole</i>	38
(b)	Le ZIMBABWE	39
–	<i>Une amitié de longue date</i>	39
–	<i>Les accords de la SADC</i>	41
–	<i>Des intérêts économiques</i>	41
–	<i>Des intérêts politiques</i>	42
–	<i>Un pari risqué</i>	42
(c)	La NAMIBIE	43
–	<i>Le seul intérêt économique au détriment d'un mécontentement intérieur.</i>	43
–	<i>Une présence symbolique</i>	43
(d)	Le SOUDAN	44
–	<i>Un acteur indirect du conflit</i>	44
–	<i>Le fait religieux</i>	45
–	<i>L'ennemi des USA</i>	46
(e)	Le TCHAD	46
–	<i>Un besoin, pour Kabila, d'avoir un allié de la sphère francophone</i>	46
–	<i>Un espoir d'être récompensé, mais (trop)</i>	46

chèrement payé

(f)	La LIBYE	47
	– <i>Sortir de l'isolement international imposé par les USA</i>	47
(3)	<i>Les autres intervenants</i>	47
(a)	L'AFRIQUE DU SUD	47
	– <i>Le rôle dans la première partie du conflit (Guerre de libération)</i>	48
	– <i>Le rôle dans la deuxième partie du conflit (La rébellion)</i>	49
(b)	Le BURUNDI	50
	– <i>Deux objectifs : Lutter contre les rebelles en RDC et contourner l'embargo régional</i>	50
(c)	Le CONGO-BRAZZAVILLE	51
	– <i>Limitrophe et dépendant de la RDC</i>	51
(4)	<i>La communauté internationale</i>	51
	– <i>Un manque de volonté réelle d'intervenir</i>	51
	– <i>La rivalité franco-américaine interdit toute intervention</i>	52
	– <i>La communauté internationale impuissante face aux massacres ethniques</i>	52
	– <i>1999, la première résolution de l'ONU et les accords de Lusaka : Des écrits sans efficacité.</i>	53

–	<i>Les accords embourbés</i>	53
–	<i>Une certaine complaisance entre la communauté internationale et le régime de Laurent Désiré Kabila</i>	54
–	<i>Un bilan négatif</i>	55
–	<i>La mort de Laurent Désiré Kabila, un nouveau départ pour la communauté internationale ?</i>	55
	 <i>Conclusion</i>	 57
	 <i>I) Les scénarii de sortie de crise</i>	 57
–	<i>Un scénario idéal mais irréaliste</i>	57
–	<i>La fragmentation de la RDC actuelle, voire une redéfinition des frontières</i>	58
–	<i>Une stabilisation à court terme qui entraînera l'instabilité à long terme et la partition.</i>	58
–	<i>Le cas improbable de la suprématie d'un camp sur l'autre</i>	59
	 <i>II) Ma vision de l'issue du conflit</i>	 59
	 <i>Annexes</i>	 I
	• <i>Données géographiques</i>	II
	• <i>Données démographiques et linguistiques</i>	III
	• <i>Données Economiques</i>	V
□	<i>Cartographie</i>	VI

• Carte de la République Démocratique du Congo	VII
• Carte des richesses minières et partition actuelle	VIII
• Carte de la République Démocratique du Congo	IX
• Carte des richesses minières	X

Bibliographie

Table des matières

Table des annexes

Table des annexes

- Données géographiques
  
- Données démographiques et linguistiques
  
- Données Economiques
  
  
- CARTOGRAPHIE
  - CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
  - CARTE DES RICHESSES MINIERES et PARTITION ACTUELLE
  - CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
  - CARTE DES RICHESSES MINIERES

LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

FICHE DE PRESENTATION

1. République Démocratique du Congo - Autopsie d'un géant démembré
2. LCL FERRAN Alain – Armée de l'air - France
3. 06 avril 2001.
4. Division C. Groupe C6
5. Mémoire de géopolitique.
6. Résumé

Cette étude va mettre en évidence les caractéristiques du conflit en République Démocratique du Congo qui est à la fois un conflit d'annexion territoriale, un conflit ethnique, un conflit politique, un conflit inter étatique et finalement un conflit économique. Mais à mon sens, le facteur prépondérant est le facteur économique.

Après avoir détaillé les raisons historiques et montré quels sont les acteurs du conflit ainsi que leurs vues stratégiques, ce mémoire tentera de démontrer que ma thèse est une issue plutôt pessimiste, qui verra ce grand pays exploser et qu'une recomposition des frontières est donc à envisager.

7. Mots clés : Afrique subsaharienne, conflit, République Démocratique du Congo